L'ITALIE

ET

LA GRANDE GUERRE

LETTRE D'UN ITALIEN

AU

DIRECTEUR D'UNE REVUE ALLEMANDE



TURIN
VINCENZO BONA
IMPRIMEUR DE S. M.

1914



L'ITALIE

ET

LA GRANDE GUERRE

LETTRE D'UN ITALIEN

AU

DIRECTEUR D'UNE REVUE ALLEMANDE



TURIN
VINCENZO BONA
IMPRIMEUR DE S. M.

1914



(71334).

« ..... M. Nolan a vu « se renverser », pour ainsi dire, en l'espace d'une semaine, le sentiment national de l'Allemagne envers l'Italie. « Personne « désormais qui ne nourrisse l'espoir de faire payer « chèrement aux Italiens, à la fin de la guerre, une « neutralité que l'on regarde de leur part comme « une trahison ». A Francfort, dès maintenant, des groupes nombreux parcourent les rues en criant : « États de l'Église ! Toscane ! Royaume de Naples ! » Ce qui signifie que l'on se promet de briser l'unité italienne et de diviser de nouveau la péninsule traîtresse en principautés séparées ».

T. de Wyzewa, *Une petite ville allemande pendant les premières semaines de la guerre* (au sujet d'un article de R. S. Nolan en *Nineteenth Century*), *Temps*, 22 octobre 1914.



Monsieur,

Vous me demandez un article; je vous adresse cette lettre, qui en tiendra lieu.

Vous me connaissez de longue date: je suis un des plus anciens collaborateurs de votre Revue. Vous savez que, de tout temps, j'ai aimé l'Allemagne et admiré le génie allemand dans sa multiforme puissance. Tout jeune encore, j'ai été, avec quelques amis, au nombre des premiers fauteurs, en Italie, de la Triple Alliance, à une époque où nos hommes d'État hésitaient à entamer les négociations qui devaient y aboutir. J'ai été honoré de la bienveillance du plus grand des créateurs de l'Unité allemande, de l'auteur de l'alliance à laquelle nous adhérâmes: le Prince de Bismarck. J'ai vécu, quelques années, dans l'intimité d'une collaboration quotidienne avec le grand Italien qui fut le plus convaincu des avantages d'une alliance entre nos deux pays: Francesco Crispi. Et de prime abord, au début de la guerre actuelle, lorsque notre Gouvernement déclara l'abstention de l'Italie, j'éprouvai, et bien d'autres Italiens l'éprouvèrent comme moi, un sentiment d'indignation et de honte, comme si nous allions manquer à la parole donnée et forfaire à l'honneur. Après trente ans et plus d'alliance, d'une alliance née précisément de la prévision de guerres possibles entre l'Allemagne et la France, entre l'Autriche-Hongrie et la Russie, devions-nous donc, au lieu de marcher à vos côtés, nous réclamer d'un droit à la neutralité et nous enfermer dans la tour d'airain de notre indépendance et de notre égoïsme?

J'ai éprouvé, Monsieur, à la déclaration de notre neutralité, cette indignation et cette honte. Puis, à la réflexion, en me rappelant, d'une part, les termes du traité et l'esprit qui l'inspirait, en considérant, d'autre part, avec une objectivité absolue, les circonstances dans lesquelles la guerre a été engagée, j'ai dû reconnaître que le Gouvernement Italien avait agi sagement, qu'il pouvait et devait suivre la voie qu'il s'est tracée jusqu'à ce jour, et que, en raison de nos intérêts dans la péninsule des Balkans, de notre position dans la Méditerranée, de notre situation intérieure, cette ligne de conduite était la seule que, à ce moment, nous eussions à choisir.

I.

L'Italie pouvait et devait s'abstenir. — Et cela pour deux raisons principales, l'une nous permettant l'abstention; l'autre nous l'imposant.

La première de ces deux raisons, celle qui nous permettait l'abstention, est que les guerres envisagées et prévues par l'alliance étaient des guerres défensives. Or la conflagration actuelle est l'effet d'une aggression de la part de l'Autriche-Hongrie, et par conséquent une guerre offensive.

La seconde de ces deux raisons, celle qui nous impose l'abstention, est que, si nous avions fait cause commune avec l'Autriche-Hongrie, si nous n'avions pas été déliés du pacte d'alliance par le caractère aggressif, offensif, de sa conduite, nous eussions dû agir contre nos propres intérêts, intérêts nationaux et essentiels. Or d'après les principes du Droit naturel, en Droit public, et de la jurisprudence, en Droit privé, d'après vos hommes d'État eux-mêmes, dont j'invoquerai tout à l'heure l'autorité, c'est là ce à quoi aucun pacte ne peut contraindre une Nation, nul ne pouvant être tenu à agir contre soi-même. De sorte que les accords stipulés antérieurement, qui, par suite de changements intervenus dans la situation internationale, comporteraient pour un Pays l'obligation de nuire gravement à ses propres intérêts, deviennent nuls et caducs.

Chacune de ces deux raisons, prise séparément, suffisait à nous rendre notre liberté d'action; les deux réunies nous créent une situation juridiquement et moralement inexpugnable.

L'alliance était pacifique et défensive. — Elle avait pour but la défense réciproque des alliés contre les attaques du dehors, et le maintien de la paix en Europe.

Imaginée par le Prince de Bismarck, négociée par lui à Gastein et à Vienne, en août-octobre 1879, de concert avec le Comte Andrássy, l'alliance des deux Empires de l'Europe Centrale devait parer au danger, réel ou imminent, déjà effectif ou seulement

prévu, d'une alliance franco-russe (1). D'après le Prince, Andrássy aurait exclamé, après l'exposé de la situation: " Une alliance austro-allemande est le naturel contre-coup d'une alliance franco-russe „ (2).

L'alliance des trois Empereurs était encore en vigueur, mais Bismarck se méfiait de la Russie (3). En tout cas, et c'est là pour nous le point essentiel, cette double alliance entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie devait, dans l'esprit de Bismarck et d'Andrássy, être **pacifique** et purement **défensive**. Dans une lettre du 10 septembre adressée de Gastein même au roi Louis de Bavière, Bismarck l'informe que, mis en demeure par la Russie d'opter entre elle et l'Autriche-Hongrie, il croit devoir se décider pour celle-ci, parce

---

(1) Voir en Otto Fürst von Bismarck, *Gedanken und Erinnerungen*, Stuttgart, 1898, Chapitre XXIX, *Der Dreibund*.

(2) " Gegen ein russisch-französisches Bündniss ist der natürlicher Gegenzug ein oesterreichische-deutsches „ (Bismarck, *Gedanken und Erinnerungen*, II, pages 237-238). Il y a dans les mots que Bismarck attribue au Chancelier austro-hongrois un anachronisme: l'alliance franco-russe est, de fait, postérieure à l'alliance austro-allemande. Et le Prince Clovis de Hohenlohe, qui était alors ambassadeur à Paris, est dans le vrai quand il note sur son Journal (*Denkwürdigkeiten des Fürsten Chlodwig zu Hohenlohe-Schillingfürst*, Stuttgart, 1907, II, page 274): " Une alliance (de l'Allemagne) avec l'Autriche aura pour conséquence une alliance de la Russie avec la France „. L'alliance austro-allemande ne fut donc pas, comme le ferait supposer l'exclamation d'Andrássy, le contrecoup de l'alliance franco-russe; et l'inverse est exact. Mais M. de Bismarck pouvait croire ou soupçonner que l'alliance franco-russe fût déjà un fait accompli et avoir convaincu Andrássy de son existence. L'idée était dans l'air. En 1880, M. von Warnbüler, ancien ministre de Wurtemberg, affirmait que, l'année précédente (1879), la Russie avait proposé à la France un traité d'alliance dont le texte avait été communiqué par M. Waddington, ministre des affaires étrangères en France, à M. de Bismarck. Par une lettre adressée au *Temps*, le 15 septembre, M. Waddington démentait à la fois la négociation et le rôle qu'on lui prêtait. Cela n'empêchait pas M. de Bennigsen de reprendre, quelques jours après, dans une réunion électorale, l'assertion que de hauts dignitaires russes avaient essayé de conclure, à Paris, une alliance franco-russe. Il semble bien qu'au moment des négociations entre Bismarck et Andrássy, aucune alliance n'existât effectivement encore entre la Russie et la France; mais Bismarck qui, comme le lui disait le comte Schouvaloff, avait le " cauchemar des coalitions „ (*Gedanken und Erinnerungen*, II, page 224), pouvait s'imaginer que cette alliance existait déjà.

(3) Il appuyait ses soupçons sur une lettre autographe que le Czar Alexandre II avait adressée à l'Empereur Guillaume (1879), dans laquelle, malgré tout le respect que l'Empereur de Russie témoignait à son vieil ami et oncle, perçait, en deux endroits, une menace de guerre (*Gedanken und Erinnerungen*, II, pages 219 et 236).

que l'Autriche-Hongrie a, plus sûrement que la Russie, une direction **pacifique** et **conservatrice** (1). L'Empire Allemand et l'Autriche-Hongrie, alliés, avec leurs deux millions de combattants, **garantiraient la paix** de l'Europe (2).

A la date du 14 septembre, le Prince de Hohenlohe note sur son journal: " Le Chancelier de l'Empire, qui ne se fie pas à la Russie, est venu à Gastein pour négocier — au dedans de l'Alliance des trois Empereurs — une **alliance défensive** avec l'Autriche „ (3). Le 19 septembre, le Prince écrit de nouveau au Roi Louis II: " Les négociations, en vue d'une union réciproquement plus étroite avec l'Autriche-Hongrie, n'ont que des **buts pacifiques et défensifs** „ (4).

Racontant, plus tard, ses colloques de Gastein (27 et 28 août 1879) avec le Comte Andrássy, le Prince de Bismarck écrit: " Nous en vînmes facilement à une entente préliminaire sur une **alliance** purement **défensive** „ (5).

Parlant à des Autrichiens, venus à Friedrichsruh pour le féliciter à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire de sa naissance, il exposait les avantages de l'union existant entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, et disait: " Entre nous, dans nos rapports réciproques, nous pourrons nous fâcher, nous emporter, mettre flamberge au vent; mais nous en reviendrons toujours à nous unir, parce que, sans notre fidélité et amitié réciproques, nous ne pouvons absolument pas envisager pour l'Europe, dans les conditions où elle se trouve, un **avenir de tranquillité** „ (6).

---

(1) " Zwingt uns Russland, zwischen ihr und Oesterreich zu optiren, so glaube ich, dass Oesterreich die **conservative** und **friedliebende Richtung** für uns anzeigen würde, Russland aber eine unsichere „ (*Gedanken und Erinnerungen.* II, page 242).

(2) " Das Deutsche Reich im Bunde mit Oesterreich wurde... bei der **friedfertigen Politik** der beiden grossen Reichskörper, den **Frieden Europas** mit zwei millionen Streitern verbürgen „ (Ibid., II, p. 241).

(3) " Der Reichskanzler, der Russland nicht traut, ist hierhergekommen um — innerhalb des Dreikaiserbündnisses — eine **Defensivallianz** mit Oesterreich zu verabreden „ (*Denkwürdigkeiten,* II, p. 274).

(4) " Die Verhandlungen über einen engeren gegenseitigen Anschluss mit Oestreich haben nur **friedliche, defensive Ziele...** „ (*Gedanken und Erinnerungen,* II, p. 244).

(5) " Wir kamen leicht an einer vorläufigen Verständigung über ein rein **defensives Bündniss...** „ (Ibid., II, p. 242).

(6) " ... unsere Einigkeit mit dem oesterreichisch-ungarischen Reich, auf die wir geschichtlich angewiesen sind, seit langen Zeiten. Und wir können in Zorn geraten, vom Leder ziehen, aber wir kommen immer wieder zusammen,

Le traité austro-allemand était si peu menaçant (1) que, à un moment où la presse russe se déchaînait contre l'Allemagne, le Prince de Bismarck, fidèle à son habitude de jouer cartes en table, ou, comme il le disait aussi, de faire la politique en caleçon de bain, n'hésita pas à ordonner que le texte en fût publié, à Vienne et à Berlin (février 1888), dans le dessein, précisément, d'en bien montrer le **caractère pacifique** (2).

On sait, d'ailleurs, par maints témoignages, que depuis la guerre de France et l'achèvement de l'unité germanique, telle qu'il l'avait conçue, le Grand Chancelier considérait le but de sa vie comme atteint et les destinées de l'Allemagne comme accomplies. Il en était venu à éprouver le dégoût de la guerre, de même que Frédéric le Grand, après la paix de Hubertsburg, avait éprouvé le dégoût du métier de conquérant. Et de même que le Roi-Philosophe consacra le reste de son règne à guérir les plaies causées par les armes et à doter la Prusse d'une bonne administration, le Chancelier s'attacha, dans ses vingt dernières années de pouvoir, à consolider l'Empire et à lui préparer un avenir de paix et de prospérité: on verra plus loin comment. Nous n'avons aucune velléité belliqueuse, disait-il au Reichstag. Nous appartenons à la classe des nations dont le vieux prince de Metternich disait: “ ce sont des nations rassasiées „ (3).

***

Ce fut dans le même **esprit pacifique** et dans le même **but défensif** que l'Italie, isolée et menacée dans ses droits et dans ses intérêts, par la France, d'une part, par l'Autriche-Hongrie, de

---

weil wir... wie das heutige europäische Staatsgebilde ist, können wir gar nicht, ohne einander Treue und Freundschaft zu halten, in **eine ruhige Zukunft Europas** blicken „ (Discours du 7 avril 1895).

(1) La Chancellerie Impériale Russe en avait eu connaissance. “ ... der Text des Vertrages dem russischen Kabinett seit langem bekannt war, nicht erst seit dem November vorigen Jahres „ (Discours du Prince de Bismarck au Reichstag, 6 février 1888).

(2) Ce dessein ne réussit qu'à demi. Par suite d'idées préconçues, une partie de la presse russe attribua à cette publication un caractère menaçant qu'elle n'avait pas par elle-même, que la teneur du document démentait et qui aurait été à l'opposé des intentions du Prince.

(3) “ Wir haben keine kriegerischen Bedürfnisse; wir gehören zu den — was der alte Fürst Metternich nannte: saturierten Staaten „ (Discours au Reichstag du 11 janvier 1887).

l'autre, adhéra, en 1882, à l'alliance des deux Empires de l'Europe Centrale. L'alliance déjà existante, transformée par le fait, de Double en Triple, conservait naturellement les caractères qu'elle avait eus dès ses origines. L'Italie, qui avait besoin de paix, " autant que de pain „ (Visconti-Venosta), ne lui en aurait pas voulu d'autres.

— " Je travaille en vue du maintien de la paix, disait, en 1887, le Chancelier à Crispi, dans une heure intime et cependant d'une solennité grave. Je ne vis que pour cela.... Nous avons assez fait pour la guerre et par la guerre. Agissons maintenant, et agissons de concert, pour la paix et par la paix „ (1).

— " Nous ne craignons pas la guerre, mais nous désirons la paix, disait-il encore, l'année suivante, au Premier Ministre italien „ (2).

Dans l'intervalle, il avait déclaré au Reichstag (6 février 1888): **" Je ne suis pas pour les guerres d'aggression,** quelles qu'elles soient „ (3)... " Un incendie, s'il éclate, doit être allumé par quelqu'un; ce n'est pas nous qui ferons cette besogne „ (4). " S'il ne devait y avoir de guerre que par suite d'une aggression de notre part... eh! bien, ni la conscience de notre force, ni la confiance que nous plaçons dans nos alliances ne nous empêcherait de **poursuivre,** jusqu'au bout, avec le même zèle que jamais, le **maintien de la paix „** (5).

Dans ce même discours du 6 février 1888, le Chancelier de l'Empire protestait du désir de l'Allemagne de vivre en bons rapports avec

---

(1) *Crispi bei Bismarck, aus dem Reisetagebuch eines Vertrauten des Italienischen Ministerpresidenten*, Stuttgart, Leipzig, Berlin, Wien, 1894; page 93.

(2) Ibid., ibid., page 220.

(3) " **Ich bin nicht für irgend welchen Angriffskrieg** „.

(4) " Feuer muss von irgend jemanden angelegt werden; wir werden es nicht anlegen „.

(5) " Und wenn der Krieg nur durch unseren Angriff enstehen könnte..... nun, weder das Bewusstsein unserer Stärke,... noch das Vertrauen auf unsere Bündnisse wird uns erhalten unsere bisherige Bestrebungen **den Frieden überhaupt zu erhalten** mit dem bisherigen Eifer fortzusetzen „. Les trois phrases, détachées ici pour plus de clarté, sont liées dans le discours de la manière suivante: " **Ich bin also nicht für irgend welchen Angriffskrieg**, und wenn der Krieg nur durch unseren Angriff enstehen könnte — Feuer muss von irgend jemanden angelegt werden, wir werden es nicht anlegen (*bravo!*) — nun, weder das Bewusstsein unserer Stärke, wie ich es eben schilderte, noch das Vertrauen auf unsere Bündnisse wird uns abhalten, unsere bisherigen Bestrebungen, **den Frieden überhaupt zu heralten**, mit dem bisherigen Eifer fortzusetzen „.

ses voisins. Il voulait " notamment „ la **paix** avec la Russie (1), mais il ajoutait aussi: " **Jamais nous n'attaquerons** la France „ (2). Il prévoyait que des différends pourraient surgir, comme il en était déjà survenus; mais, dans ce cas, il continuerait à n'y pas ajouter trop d'importance et serait toujours prêt à céder, parce que, comme le dit un proverbe, il y a des cas où " le plus raisonnable cède „ (3).

Quelques années plus tard, dans sa solitude du Sachsenwald, le Prince de Bismarck affirmait encore: " Une union de peuples qui a l'importance de la Triple Alliance actuelle peut toujours dire d'elle-même, avec le vieux mot devenu la devise de l'Écosse: *Nemo me impune lacessit*, et sera toujours en état de **se défendre** „ (4). Dans ce même discours le Prince rappelle incidemment le but atteint par la Triple Alliance de **maintenir la paix** en Europe (5).

***

Avec le Comte Caprivi, successeur de Bismarck, l'idée qui avait présidé à la fondation de la Triple Alliance sera-t-elle modifiée? Nullement.

A peine entré en fonctions, le nouveau Chancelier de l'Empire adresse à M. Crispi, Président du Conseil italien, une lettre lui annonçant son assomption au pouvoir. Il lui dit textuellement (la lettre est en français): " Amené depuis longtemps, par la logique des choses comme par mes inclinations, à un sentiment de ferme sympathie pour le groupement actuel des amitiés politiques, je m'étais familiarisé avec l'idée d'avoir peut-être à **défendre** ce principe en soldat, le jour où la défense en serait devenue nécessaire. Mais mon Auguste Maître en a décidé autrement. Il m'a appelé à collaborer avec les hommes d'État, qui ont à cœur de défendre, essentiellement par des **moyens pacifiques**, l'état de choses existant.

---

(1) " Wir wollen, nach wie vor, **den Frieden** mit unseren Nachbarn, namentlich aber mit Russland, suchen „ (Discours du 6 février 1888).

(2) " Wir werden Frankreich **nie angreifen** „. Ibid.

(3) " Der Vernünftigere gibt nach „.

(4) " Ein Bündniss von dem Gewicht, wie es der heutige Dreibund repräsentirt, kann immer von sich sagen, mit dem alten schottischen Spruch: " **Nemo me impune lacessit** „, und wird imstand **sein sich zu wehren** „ (Discours du 7 avril 1895).

(5) " ..... dieses Dreibund, der **den Frieden Europas erhält**... „.

Puisqu'il en est ainsi, je vous prie, Monsieur le Président, de croire que, tant que je serai dans ma position actuelle, l'Empire d'Allemagne continuera sa **politique sincère et pacifique**... C'est là la tâche qui m'est prescrite par mon Souverain comme par ma conscience... „.

Cette lettre accusait déjà très nettement le caractère pacifique et défensif de la politique commune à l'Allemagne et à l'Italie. Crispi voulut que sa réponse accentuât encore davantage ce double caractère:

" ..... Je vous remercie de la franchise cordiale avec laquelle vous m'avez ouvert votre pensée. Je connaissais en vous le vaillant soldat, le général habile, l'administrateur expérimenté; je suis heureux de connaître l'homme politique et de constater en lui des sentiments conformes à ceux qui m'animent moi-même. Les principes de politique générale qui vous inspirent sont tels que vous pouvez compter sur mon concours pour les faire triompher. De même qu'avec le Prince de Bismarck, je travaillerai consciencieusement avec vous au maintien de la paix. Mais **si, par malheur, le jour devait venir où l'Italie et l'Allemagne, attaquées, se trouvassent dans la pénible nécessité de se défendre**, vous me verriez aussi, à l'exemple du Roi, mon Souverain, et d'accord avec la Nation Italienne toute entière, prêt à remplir dignement et jusqu'au bout le devoir qui nous serait imposé.

" C'est dans cet ordre d'idées que je me déclare heureux d'entrer en collaboration avec vous... „.

Voilà l'esprit, **défensif** et **pacifique,** que nous attribuions à l'alliance, la manière dont Crispi la comprenait et dont l'Italie l'a toujours envisagée. Si nous avions été dans l'erreur, le Comte Caprivi n'eût-il pas objecté à l'interprétation restrictive et précise que Crispi donnait au pacte d'alliance?

Grâce à cet esprit, pacifique et défensif, tous, ou presque tous, ont pu, chez nous, accepter le traité, même ceux dont les sentiments étaient le plus portés pour la France. Jusque dans les moments de nos plus graves dissensions, de nos ressentiments les mieux fondés, bien peu d'Italiens auraient approuvé une combinaison politique qui eût pu amener une guerre aggressive contre la République voisine, tout incommode et inquiétante qu'elle se rendît parfois. Crispi lui-même, à qui l'on a fait une réputation de gallophobie (1), Crispi avait dit, dans un discours prononcé à

(1) Un homme de lettres français, " lauréat de l'Académie française „, M. Auguste Brachet, fit paraître, en 1881, un libelle intitulé: " L'Italie qu'on voit et l'Italie qu'on ne voit pas „, où il taxait Crispi de gallophobe. L'homme

la Chambre des Députés, le 3 février 1879: " Il ne peut y avoir un seul Italien à qui vienne l'idée de faire la guerre à la France. Un conflit entre l'Italie et la France serait plutôt une guerre civile qu'une guerre de nation à nation „ (1).

Sous le troisième chancelier, Prince de Hohenlohe-Schillingfürst, la direction de la politique allemande ne subit pas d'altération notable. La création de la marine de guerre était rendue nécessaire par le développement de la marine marchande. L'ancien ambassadeur à Paris, l'ancien " lieutenant „ du souverain allemand en Alsace-Lorraine, s'inquiétait cependant de l'impulsivité troublante de l'Empereur, à qui il souhaitait plus de " phlegme „ (2).

Le quatrième chancelier, M. de Bülow, eut encore occasion d'exposer un programme de tout point acceptable. Il disait au Reichstag le 14 novembre 1906: " la tâche de notre génération est de **défendre** notre position continentale, base de notre position mondiale; de cultiver, en même temps, nos intérêts au-delà de l'Océan et de faire une politique judicieuse, raisonnable et sagement limitée, en sorte de ne pas nuire à la sûreté du peuple allemand et de ne pas compromettre l'avenir de la nation „ (3). On n'était pas, cependant, sans critiquer, en Allemagne, la nouvelle politique mondiale de l'Empire, si différente de la politique continentale de Bismarck; et l'on eut occasion de s'émouvoir, à l'étranger, de quelque symptôme allarmant, tel que le débarquement de l'Empereur à Tanger.

Et l'on en est venu où nous sommes!...

L'esprit de l'alliance a donc été changé, de même que l'aiguillage de la politique allemande. Dans une page des *Gedanken und Erinnerungen*, que je citerai intégralement plus loin, le Prince de Bismarck avait formulé une sorte de programme de la politique extérieure de l'Allemagne. Ses éditeurs, ou lui-même, l'ont ainsi résumée dans un en-tête: *Deutschlands Aufgabe: den Frieden zu erhalten*; " La tâche de l'Allemagne est le maintien de la paix „.

---

d'État italien lui ayant fait l'honneur de lui répondre dans son journal *La Riforma*, le libelliste répliqua par un second pamphlet sous le titre: " Al Misogallo Signor Crispi, à propos de l'Italie qu'on voit et l'Italie qu'on ne voit pas „ (1882).

(1) " Non ci può essere un solo Italiano a cui venga in mente di fare la guerra alla Francia. Un conflitto tra l'Italia e la Francia sarebbe piuttosto una guerra civile anzichè una guerra di nazione a nazione „.

(2) *Denkwürdigkeiten*, II, p. 582.

(3) *Germania Imperiale*. Je cite l'édition italienne, " traduction autorisée et revue par l'Auteur „, Milan, 1914; p. 13-14.

Il exprimait l'espoir que, à l'avenir, l'Allemagne ne s'en éloignerait pas. Il doutait qu'une guerre, même heureuse, pût apporter des avantages proportionnels aux sacrifices qu'elle entraînerait (1). Il prévoyait ce que serait la guerre future. Mais son programme, conçu dans l'esprit de l'alliance primitive, a été abandonné, depuis quelque années, par l'Allemagne. Et le caractère de l'alliance s'en est trouvé radicalement modifié, sans notre consentement. Or la volonté d'un contractant ne peut être altérée au gré des autres contractants. Si dans un temps où la notion du Droit est oblitérée, il est encore permis de citer l'ancienne jurisprudence romaine, Ulpien l'a dit : " *Voluntates legitime contrahentium omnimodo conservandae sunt* „. Le changement a eu lieu non seulement sans notre consentement, non seulement contre notre gré, mais je dirais même à notre insu, quoique certains indices belliqueux dont nous ne nous étions pas suffisamment préoccupés eussent dû nous mettre sur nos gardes. L'alliance, qui devait être défensive et qui est devenue offensive, pour des intérêts qui ne sont pas les nôtres, qui sont même opposés aux nôtres, l'alliance qui devait maintenir la paix en Europe et qui amène ce fait, que l'on considérait désormais comme monstrueux et impossible, d'une conflagration générale, avec toutes les ruines que comporte l'emploi des engins modernes de combat et de destruction, cette alliance n'est pas celle du traité auquel nous avons apposé notre signature. On pourra discuter la question de savoir si juridiquement l'alliance primitive, dans les conditions stipulées, a cessé d'exister, ou si simplement, dans le cas de la guerre actuelle, elle a perdu momentanément son efficacité (*efficiency*) parce que ces conditions sont venues à manquer. Un fait semble certain : la guerre actuelle a éclaté parce qu'elle a été voulue et provoquée par une des Puissances alliées, avec laquelle une autre a fait cause commune, et cela sans que la troisième eût été consultée et eût consenti, pour sa part, à la transformation de l'alliance de défensive en offensive. Cette transformation qui en dénature du tout au tout l'esprit, dégage naturellement cette troisième alliée, l'Italie, du *casus foederis*. Dans le pacte que nous avons signé, une guerre aggressive n'était pas prévue. Nous étions alliés pour la défense et non pour l'attaque.

---

(1) *Gedanken und Erinnerungen*, Chap. XXV.

***

Car, voici évidemment ce qui s'est passé.

Les trois Puissances composant la Triplice étaient engagées par un pacte formel, ou se considéraient comme engagées réciproquement par les égards que l'on se doit entre alliés, à ne faire aucun acte contre des tiers et à n'entrer, avec des tiers, en aucune combinaison politique pouvant donner origine à des conflits armés, sauf du consentement des deux autres alliés. C'est à cet engagement formel ou de convenance que l'Italie s'est conformée à l'occasion de la guerre de Libye, pour laquelle elle obtint le consentement de ses alliés, avec des réserves de la part, soit de l'Autriche-Hongrie qui s'opposa à une action italienne dans l'Adriatique, soit de l'Allemagne qui s'attacha, semble-t-il, à protéger Constantinople et à empêcher un débarquement italien en Asie Mineure.

A cet engagement, ou à ces égards, l'Autriche-Hongrie s'est-elle soustraite, pour ce qui nous concerne, lors de son ultimatum à la Serbie? Nous a-t-elle laissés dans l'ignorance absolue de ses projets? Nous les a-t-elle partiellement communiqués? Ou encore, nous en a-t-elle fait part sans attendre notre consentement ou l'expression de nos réserves? Ou bien, ces réserves ayant été exprimées, notre consentement ayant été refusé, a-t-elle passé outre? Il y a là quelques points obscurs pour qui n'est plus dans les secrets des Chancelleries. Mais un fait semble, ici encore, certain et constant, c'est, des deux choses l'une: ou que le Gouvernement italien ne fut pas consulté, au sens propre du mot, ni peut-être même tenu au courant des projets de l'Autriche-Hongrie; ou qu'ayant été consulté, son opposition a été vaine. Car il est de toute impossibilité que, malgré les déférences quelquefois exagérées de M. de San Giuliano pour la politique et les hommes d'État austro-hongrois, il est de toute impossibilité que le Gouvernement Italien ait approuvé la teneur de l'ultimatum; il est impossible que, celui-ci une fois intimé, le Gouvernement Italien n'ait pas conseillé l'acceptation de la réponse serbe; qu'il n'ait pas, enfin, objecté à la précipitation avec laquelle on engageait une guerre dont l'extension était inconnue et dont les conséquences pouvaient être, comme elles sont, incommensurables. Quelle que soit, des hypothèses avancées, la bonne, du moment que le conflit avait éclaté sur une provocation et une déclaration de guerre de l'Autriche-Hongrie, nous n'étions pas obligés à y participer.

L'aggression par le fait d'une Puissance alliée constituait une condition non prévue par l'Alliance, en opposition même avec les conditions prévues par l'Alliance et ne donnant pas, par conséquent, lieu pour nous au *casus foederis*. C'est là ce que vos hommes d'État ont dû reconnaître, puisque, bon gré mal gré, ils ont acquiescé à notre conduite. Car, quelles que soient les impressions qu'en ont ressenti vos foules, impulsives comme toutes les foules, et le dépit qu'elles en ont marqué, vos hommes d'État ont dû s'incliner devant les arguments par lesquels notre bon droit à été démontré.

II.

La guerre a été voulue; elle est une guerre offensive. — La conflagration actuelle est l'effet direct d'une aggression de la part de l'Autriche-Hongrie. C'est la déclaration de guerre intimée par cette Puissance à la Serbie qui a déclanché et mis en mouvement, d'une manière automatique et fatale, tout le formidable engrenage des alliances. Ce qui s'est ensuivi n'est qu'un enchaînement nécessaire de causes et d'effets, dont, quoi qu'on fasse pour donner le change, le point de départ est l'aggression que j'ai dite.

Est-il besoin de rappeler les faits?

L'Archiduc héritier de la Monarchie et sa femme, la Duchesse de Hohenberg, sont assassinés à Serajevo: exécrable forfait, qui disparaît cependant déjà dans l'horreur des guerres qu'il a suscitées. Les coupables, aussitôt assurés à la vindicte de la justice, sont des Serbes de Bosnie et des Serbes de Serbie. Le jeune Royaume est immédiatement soupçonné d'y avoir trempé; et, sur les résultats d'une enquête unilatérale, avant la comparution des auteurs matériels du crime devant les magistrats, avant que les responsabilités immédiates ou lointaines soient établies, un ultimatum est intimé à la Serbie. Cet ultimatum est tellement exigeant, hautain, impérieux et péremptoire que, de nation à nation, pour tout Pays soucieux de son honneur, il eût été comme un appel aux armes. Cependant, dans un but de paix, conseillée par la Russie, la Serbie, qu'un passé d'héroïsme défend contre toute suspicion de faiblesse, cède, dans les vingt-quatre heures, jusqu'aux dernières limites de ce qu'il est licite à un État de céder. Son humilité ne fléchit pas l'Autriche-Hongrie. La soumission n'est pas aussi absolue qu'on l'exigeait.

Le différend n'aurait-il pu être soumis à une médiation?

Il pouvait l'être. Et même, le 26 juillet, Sir Edward Grey avait proposé de le porter devant une Conférence des ambassadeurs d'Allemagne, de France et d'Italie, qu'il aurait présidée. Mais l'Allemagne déclara qu'elle ne pouvait prendre part à cette con-

férence et l'Autriche-Hongrie qu'elle n'acceptait pas la proposition anglaise.

Et cependant, si l'Autriche-Hongrie avait, comme elle s'en faisait forte, toutes les raisons en sa faveur, et qu'une enquête impartiale eût fait découvrir des instigateurs ou des complices parmi des personnages serbes assez haut placés pour que leur responsabilité engageât celle de l'État, l'Autriche-Hongrie aurait eu toute satisfaction. Et à défaut, la médiation ne s'imposant pas aux parties en litige, elle reprenait sa liberté d'action. Mais elle a préféré être juge et partie et manquer à la modération qui sied aux puissants. Pour mieux dire, elle a préféré ne pas laisser à ceux qu'elle voulait combattre le loisir de procéder à ces armements et préparatifs que, d'après l'article VII de la Convention de la Haye (1899), la médiation n'interrompt ni n'empêche. Et la déclaration de guerre suivit de si près que les neutres ne purent continuer leurs bons offices. Après la réponse serbe, Sir Edward Grey suggéra encore au Cabinet de Vienne de considérer la réponse serbe comme suffisante ou de la prendre comme base à des pourparlers ultérieurs. De Vienne on répondit qu'il était trop tard.

On a dit qu'un ordre de mobilisation était, à un moment donné, parti de Saint-Pétersbourg. Mais l'Autriche-Hongrie n'avait-elle pas, depuis un an, ses forces mobilisées? Sa précipitation disait clairement qu'elle ne souffrirait pas d'intervention. Hâter les événements, éviter que la guerre fût empêchée ou remise, telle semble avoir été la préoccupation de ses hommes d'État dans les heures angoissantes qui précédèrent la déclaration de guerre; de même que, à guerre déclarée, se ruer sur tous les fronts, attaquer de toutes parts, semble avoir été le mot d'ordre de vos généraux, imitateurs de la merveilleuse célérité de Frédéric II dans sa lutte contre les forces coalisées de la Russie, de l'Autriche et de la France. Cette précipitation dans les conseils, cette célérité dans l'action se tiennent et se complètent: elles font partie du même programme, qui se résume en deux mots: frapper les premiers, vite et fort. Ce qui est bien le propos de l'aggression.

***

L'Autriche-Hongrie a tâché de justifier cette attaque: elle avait un crime à venger, et un voisin turbulent à punir. Son action, assurait-elle, ne serait que passagère et sans autres conséquences politiques.

On n'a pas cru à ces déclarations et nous verrons plus loin qu'on a eu raison de n'y pas croire. Il y a toujours, en politique,

les raisons que l'on dit et celles qu'on ne dit pas. Celles-ci, que certains indices peuvent trahir, sont souvent les plus fortes et déterminantes. En réalité, et c'est là la conviction des neutres et des impartiaux, l'Autriche-Hongrie voulait, plus que toute autre chose, abaisser ou abattre la barrière qui l'enserre au sud, rouvrir la tranchée de Novi-Bazar qu'un renoncement, si non fictif, du moins facile à reprendre, formulé lors de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, et qu'ensuite la jonction des frontières serbes et monténégrines, lui avaient fermée. Il avait été dans son programme politique de ne jamais permettre le rapprochement territorial de la Serbie et du Monténégro; ce rapprochement s'étant effectué, par la force d'événements qu'elle n'avait pu diriger ni contrecarrer, il fallait de toute nécessité obvier. L'occasion a paru propice.

Et l'Allemagne, qui était au courant de tout et dont le consentement était indispensable, l'Allemagne, qui aurait pu retenir l'Autriche-Hongrie sur la pente de la guerre, pourquoi a-t-elle été si prompte à faire cause commune avec son alliée? On répond: parce que la Russie s'est déclarée solidaire de la Serbie; parce que le Czar a donné l'ordre de mobiliser (on sait combien de temps requiert une mobilisation en Russie et l'Autriche-Hongrie était sous les armes); parce que, en plus du traité d'alliance qui aurait pu nous lier, nous aussi, si l'Autriche-Hongrie n'avait été manifestement l'aggresseur à nos yeux, l'Allemagne avait avec l'Autriche-Hongrie des conventions spéciales; parce que l'Empereur allemand a voué à son vieil allié une fidélité inébranlable et, dans un sentiment des plus honorables, n'y veut manquer ni dans la paix ni dans la guerre (1). Tout cela peut être vrai ou en tout cela il

---

(1) La fidélité de l'Empereur Allemand à l'Empereur d'Autriche aurait risqué, une fois déjà, de susciter une guerre européenne. A la date du 31 mars 1890, le Prince Clovis de Hohenlohe-Schillingfürst, alors " lieutenant de l'Empereur " en Alsace-Lorraine, écrivait dans son journal: " Heuduck (général allemand) m'a raconté que l'Empereur avait communiqué aux généraux chargés de commandements la raison pour laquelle Bismarck s'en était allé. La question ministérielle qu'il avait soulevée et la manière peu mesurée dont il s'était comporté envers l'Empereur rendaient impossible une collaboration ultérieure. Il valait mieux, pensait l'Empereur, que la séparation eût lieu sans retard, pendant qu'elle pouvait encore s'effectuer d'une manière pacifique, plutôt qu'après un conflit plus sérieux. Or, d'après ce que dit l'Empereur à ses généraux, la Russie préméditait d'occuper militairement la Bulgarie et se flattait d'avoir pour elle la neutralité de l'Allemagne. L'Empereur remarqua qu'il avait promis à l'Empereur d'Autriche d'être pour lui un fidèle allié, et qu'il n'avait qu'une parole: l'occupation de la Bulgarie par les Russes serait la guerre entre l'Autriche et

peut y avoir du vrai. Mais aucune de ces raisons n'aurait prévalu contre une volonté ferme de maintenir la paix si cette volonté avait existé en Allemagne. Et selon toute vraisemblance, si l'Allemagne a embrassé si promptement la cause de l'Autriche, c'est qu'elle désirait la guerre non moins ardemment que ne la désirait son alliée, et qu'en cela Souverain et Nation se trouvaient en parfaite conformité de sentiments et de vues, comme l'a démontré l'unanimité enthousiaste du Reichstag à adopter tous les projets de loi concernant la guerre. **Elle la voulait; et la preuve en est que, pouvant l'empêcher, elle ne l'a pas fait.** Et pourquoi la voulait-elle? Pour mettre à profit la supériorité de ses armées innombrables et de ses formidables armements; pour satisfaire une immense ambition personnelle et dynastique refoulée à regret pendant un règne déjà long, auquel manquait la gloire militaire; pour dilater, élargir les frontières du Germanisme enfermé dans des limites trop étroites où il étouffe; pour briser les résistances et les obstacles s'opposant à son développement toujours en progrès; pour lui ouvrir l'espace: les terres et les mers; pour consacrer de nouveau la prédominance de la race germanique et lui assurer définitivement la suprématie à laquelle elle aspire, avant que ses adversaires fussent en mesure de la lui contraster. Par la tranchée rouverte dans le mur jougo-slave, le Germanisme, à la suite des armes austro-hongroises, aurait passé triomphant, parce que le *Drang nach Osten*, remplacé aujourd'hui par le *Drang nach Süden*, de la Double Monarchie, n'est, en réalité, que la poussée germanique renouvelée des invasions d'autrefois, et se produisant pour des causes analogues, la poussée des peuples habitant les brumes du Nord vers les pays du soleil, la poussée des peuples de l'intérieur des terres vers les rivages des mers et des océans (1).

---

la Russie; il ne pouvait abandonner l'Autriche. Il semble de plus en plus que le dissentiment, à ce sujet, entre l'Empereur et Bismarck ait amené la rupture. Bismarck voudrait abandonner l'Autriche. L'Empereur veut marcher avec elle, même s'il y a danger pour l'Allemagne d'être entraînée dans une guerre avec la Russie et la France. Je m'explique ainsi le propos de Bismarck disant que l'Empereur faisait la politique à l'instar de Frédéric-Guillaume IV. *C'est le point noir de l'avenir* „ (*Denkwürdigkeiten*, II, p. 466). Les derniers mots que je souligne sont-ils du Prince de Bismarck ou du Prince de Hohenlohe? Il y a doute, mais ils sont prophétiques; comme ceux qui les précèdent, pour qui connaît l'histoire, sont d'une mordacité sanglante.

(1) Ces lignes étaient écrites et à l'impression lorsqu'a paru dans la revue *Die Zukunft* cet orgueilleux aveu du célèbre publiciste Maximilien Harden: " Ce n'est pas contre notre volonté que nous nous sommes jetés dans cette

***

Le Prince de Bismarck a dit un jour en parlant de la Triple Alliance: “ L'ancienne domination territoriale du Saint-Empire romain s'étendait de la mer du Nord jusqu'au fond des Pouilles... Il a été dans les voies de la Destinée et de la Providence que ce grand et puissant empire, qui comprenait toute l'Europe centrale, après avoir été divisé et déchiré par maintes vicissitudes et par maintes luttes, se soit finalement reconstitué. Notre Triple Alliance couvre à peu près l'ancien territoire des successeurs de Charlemagne, à l'exception de la France actuelle... „ (1).

Le Saint-Empire romain germanique n'existe plus sous son ancien nom et ses anciennes formes, mais il a un successeur qui lui ressemble fort dans l'Empire allemand. Naguère encore, comme le remarquait le Prince de Bismarck, l'Allemagne par son union intime (*Einigkeit*) avec l'Autriche-Hongrie et par son alliance avec l'Italie, embrassait, de fait, plus de sujets et de vassaux que n'en eut jamais, même théoriquement, le Saint-Empire germanique, de l'an 800 à l'an 1806. L'Autriche-Hongrie, notamment, asservissait aux desseins de l'Allemagne toutes les nationalités qu'elle amalgame, inconscientes des finalités pour lesquelles leur sang est versé; et dans sa politique actuelle, le Monarque austro-hongrois vient de se comporter plutôt en archiduc d'Autriche, vassal lige et féal de l'Empire, qu'en roi indépendant de Hongrie et de Bohême.

Mais est-ce tout? La reconstitution du Saint-Empire germanique sous la forme et dans l'extension dont Bismarck se contentait et

---

aventure gigantesque. **Nous l'avons voulue; nous devions la vouloir...** Notre force créera une loi nouvelle. C'est l'Allemagne qui frappe. Quand nous aurons conquis de nouveaux domaines pour son génie, alors les prêtres de tous les Dieux vanteront la guerre bénie. L'**Allemagne fait cette guerre parce qu'elle veut une plus grande place dans le monde** et de plus larges débouchés à son activité „.

(1) “ Die alte deutsche Kaiserherrschaft des heiligen römischen Reiches erstreckte sich ja von der Nordsee bis nach Apulien..... Es ist eine eigentümliche Fügung des Schicksals und der göttlichen Vorsehung, dass dieses grosse gewaltige Gebiet von ganz Centraleuropa..... nachdem es durch Schicksalfügungen und viele Kämpfe getrennt und zerrissen war, doch schliesslich heutzutage wieder zusammengefunden hat. Unser Dreibund deckt ungefähr die alte anspruchsvolle Kaiserherrschaft der Nachfolger Karls des Grossen nach Aussonderung von Gallien, unserm heutigen Frankreich „ (Discours prononcé devant une députation de Graz, 7 avril 1895).

à laquelle l'Europe aurait pu se résigner ou s'adapter, suffit-elle au Germanisme? Non; celui-ci veut réaliser toute la patrie allemande, telle que l'a rêvée le poète dont le chant est sur les lèvres de vos soldats: cette patrie qui n'est ni la Prusse ni la Souabe, ni le Rhin ni le Belt; cette patrie qui n'est ni la Bavière, ni la Styrie, ni la Marche, ni la Poméranie, ni la Westphalie, ni le pays sablonneux des Dunes, ni celui du Danube sonore; qui n'est ni le pays des Suisses, ni le Tyrol, ni l'Autriche, " grande en honneurs et en victoires „, mais qui est tout cela et plus encore (" sein Vaterland muss grösser sein „) (1).

Mais est-ce assez que cette patrie qui doit s'étendre jusqu'où résonne la langue allemande (" so weit die deutsche Zunge klingt „) et dont la réalisation menacerait tant de peuples épris de liberté et d'indépendance? Non, pas encore: l'Allemagne doit être au-dessus de tout! (" Deutschland, Deutschland über Alles! „) (2). Et les intellectuels, exagérant les ambitions déjà formulées par les poètes, nous disent ouvertement quelles sont les ambitions de la nouvelle Allemagne.

Le Prof. Franz von Liszt, député au Reichstag, dans un livre consacré à la guerre, préconise une Fédération des États de l'Europe centrale, sous l'hégémonie allemande, comme le but prochain de la politique étrangère allemande, Le propagandiste populaire Frédéric Naumann écrit dans *Hilfe*: " Nous ne faisons pas une question de droit; nous cherchons seulement notre avenir... „. Et il se demande si les petits États, comme la Suisse, la Belgique, etc., même s'ils maintiennent honnêtement leur neutralité, ont le droit de se soustraire à la nouvelle formation de l'histoire du monde. Le Professeur Martin Spahn, de l'Université de Strasbourg, écrit dans *Hochland*: " Demain l'Allemagne aura reconquis les frontières que l'Empire Allemand avait au moyen âge. Elle se sera annexé la Belgique et la partie de la Bourgogne qui appartenait à l'Empire allemand à son apogée. **L'Autriche, qui a restitué, avec trop de précipitation, à l'Italie, la Lombardie et la Vénétie, s'établira solidement de nouveau sur la rive occidentale de l'Adria-**

---

(1) C'est le sens du chant patriotique qui enflamma déjà, autrefois, les esprits allemands dans la guerre de délivrance (1813). Les paroles sont d'Ernst Moritz Arndt. " Was ist des Deutschen Vaterland? ist's Preussenland? ist's Schwabenland? ist's wo am Rhein die Rebe glüht? ist's wo am Belt die Möve zieht? O nein, o nein, o nein! sein Vaterland muss grösser sein! „ Les couplets suivants énumèrent tous les pays rappelés plus haut.

(2) Chant patriotique de Hoffmann von Fallersleben (1841).

tique, enchaînant toujours plus la péninsule à la Triple Alliance „. Et dans un appel aux pays qui ne sont pas engagés dans la guerre, le Conseiller Kurd von Strantz parle du " rétablissement des anciens confins de l'Empire en Orient et en Occident „, de " trois millions d'allemands qui vivent en Russie „, du " droit allemand sur les Flandres „ jusqu'à Calais et Boulogne. Les vieux pangermanistes, qui ont la plus grande responsabilité de la guerre actuelle, s'expriment, dans la Revue *Das Neue Deutschland*, par la plume du Dr. Adolf Grabowski, de la manière suivante: " Si nous sommes vainqueurs, la carte d'Europe doit être changée. Nous devons l'exiger parce que nous avons été contraints à cette guerre (!) et la paix qui s'ensuivra doit nous donner la garantie que nous pourrons maintenir notre position. Cela ne sera possible que si nous avons des frontières proportionnées à notre puissance „. Et il préconise une augmentation de territoire pour l'Allemagne, et une aggrégation de nations, à la dépendance de l'Allemagne, dans un État impérialiste. L'État national a fait son temps; l'État impérialiste, qui répond mieux au caractère cosmopolite moderne, le doit remplacer, et sera un État sur-national (ou plurinational) dans lequel toutes les nationalités le composant jouiront du même respect..... Cette idée fixe de dominer, de s'étendre toujours plus loin, inspire d'innombrables brochures, des articles de revues partout répandus. *La plus grande Allemagne* est le titre d'un périodique où le Docteur Paul Rohrbach expose un plan similaire à celui du Docteur Grabowski.....

Ces Messieurs oublient ce que le grand Frédéric, qui avait engagé la guerre de 1756 pour le maintien de l'équilibre européen et pour que ni la Maison de Bourbon ni la Maison d'Autriche n'atteignissent une puissance prépondérante (1), écrivait à Voltaire, à un moment où d'heureux hasards l'avaient secondé, à la fin d'une campagne où tout semblait perdu. Je citerai plus loin les paroles du grand Roi (2).

***

Malgré ces aspirations si ouvertement avouées, on s'essaie encore à dire, chez vous, que la guerre actuelle n'est qu'apparemment

---

(1) Lettre adressée par Frédéric II, de Kunzendorf, 3 juillet 1761, à William Pitt.

(2) Lettre de Breslau, 16 janvier 1758. Voir page 45.

aggressive de votre part. Des gens croient ou affectent de croire, en Allemagne, que les deux Empires subissent une guerre qu'ils n'ont pas cherchée et à laquelle ils ont été entraînés malgré eux.

Une telle affirmation ne semble pas résister à l'examen. Si l'on veut faire allusion à des provocations telles qu'augmentations des budgets de la guerre, prolongation du temps de service des troupes, etc., il faut convenir qu'elles sont bien indirectes et qu'au surplus il y en eut de part et d'autre. D'ailleurs, tant que l'on en restait là, l'Europe pouvait demeurer de longues années en paix à l'avenir, comme elle y était restée par le passé, car ces faits ne sont pas nouveaux. Et même, parmi les idées les plus généralement admises, il y avait celle-ci : que des armements si formidables et si ruineux pour les peuples étaient une prime d'assurance payée contre la guerre, en vertu du vieil adage: *si vis pacem para bellum.* Le milliard voté en Allemagne, l'année jubilaire 1913, fut présenté comme une garantie de paix s'ajoutant à d'autres.

D'autres faits ont-ils constitué, à vos yeux, un péril si imminent que pour y parer, une attaque ait été jugée nécessaire? N'auriez-vous tiré l'épée que parce que l'épée de vos adversaires était déjà à moitié hors de sa gaîne? Frédéric II écrivait, le 4 avril 1758, au Prince Ferdinand son frère: " L'offensive vaut mieux que la défensive „. L'argument a été invoqué, mais il est difficile de s'y rendre. Les faits ont démontré et démontrent l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie bien autrement préparées à la guerre que ne l'étaient la France et la Russie, pour ne nommer que ces deux Puissances belligérantes. Laquelle pouvait se dire prête, de la Russie dont la mobilisation était à faire et qui venait de déclasser plusieurs de ses forteresses de Pologne, dont Varsovie, ou de l'Autriche-Hongrie, dont l'armée était depuis un an sous les armes? de la France affaiblie par les dissensions politiques et par le pacifisme de ses socialistes, de la France où le service triennal devait encore entrer en vigueur, et dont les armements venaient d'être dénoncés, avec une imprudente franchise, comme insuffisants et défectueux par le sénateur Humbert, ou de l'Allemagne dont la préparation était si parfaite qu'elle put, dès les premiers jours, envahir Pologne, Luxembourg, Belgique, Lorraine, Champagne, Picardie, et qui, n'eût été l'héroïque défense opposée par les Belges à la violation de leur territoire, aurait, en huit jours, investi Paris?

Non: en provocant la guerre pour les motifs énumérés plus haut, vous vous êtes conformés au précepte de Frédéric II: " Sans aucun doute il n'est personne d'un peu raisonnable qui veuille laisser à ses ennemis le temps de procéder tranquillement

à une préparation destinée à le réduire à néant et qui ne profite de son avance pour gagner des avantages „ (1).

Et d'ailleurs, s'il suffisait de donner pour raison d'une aggression le danger lointain d'une aggression adversaire, toute guerre aggressive pourrait être justifiée. On sait au contraire, et maints faits l'ont prouvé: les différends de 1840 entre la France et l'Angleterre, l'affaire du Luxembourg (1867), la tension de 1885 entre l'Angleterre et la Russie pour la question afghane, l'affaire de Fachoda (1898)..., on sait qu'une guerre, même sur le point d'éclater, peut encore être évitée quand on le veut bien. Le Prince de Bülow l'a fort bien dit: " Il est déjà souvent arrivé que la diplomatie, ayant épuisé tous les moyens pacifiques, semblât se trouver dans la nécessité d'abandonner aux armes la continuation d'un conflit. Mais justement alors l'imminence réelle de ce moment critique a souvent suffi à réactiver des négociations enrayées et à conduire à une solution pacifique „ (2). Le Prince de Bismarck l'admettait sans ambage: " Le moyen de gagner la confiance des autres Puissances est pour un État d'avoir de l'honnêteté, de la sincérité et de l'*esprit de conciliation* en cas de froissements et de malencontreux évènements. J'ai suivi cette règle, non sans quelque opposition de mes sentiments personnels, dans les cas de Schnäbele (avril 1887), de Boulanger, de Kauffmann (1887)... envers l'Espagne dans la question des Carolines, envers les États-Unis à Samoa. Et je présume que les occasions de nous montrer satisfaits et pacifiques ne manqueront pas même à l'avenir „ (3).

Déclarer la guerre sur la présomption qu'elle vous sera déclarée tôt ou tard, c'est toujours en prendre l'initiative, en assumer la responsabilité devant l'histoire.

---

(1) " Ohne Zweifel wird Jedermann, wenn er nur ein wenig vernünftig ist, seinen Feinden nicht Zeit zu lassen, ruhig alle Vorbereitungen zu treffen um ihn zu vernichten, und wird seinen Vorsprung benutzen, um sich in dem Vorteil zu setzen „. Lettre à William Pitt, de Kunzendorf, 3 juillet 1761.

(2) *Germania Imperiale*, Politique étrangère, p. 112.

(3) " Um dieses Vertrauen zu erzeugen, ist vor allen Dingen Ehrlichkeit, Offenheit und **Versöhnlichkeit** im Falle von Reibungen oder von " untoward events „ nötig. Ich habe dieses Recept nicht ohen Widerstreben meiner persönlichen Empfindlichkeiten befolgt in Fällen wie Schnäbele (April 1887), Boulanger, Kaufmann (September 1887), Spanien gegenüber in der Caroliner-Frage, den Vereinigten Staaten gegenüber in Samoa, und vermuthe, dass die Gelegenheiten, zur Auschauung zu bringen, dass wir befriedigt und friedliebend sind, auch in Zukunft nicht ausbleiben werden „ (*Gedanken und Erinnerungen*, II, p. 267–268).

Le Prince de Bismarck se défendait de le faire. S'il avait jamais cédé à la tentation, il adjurait le Reichstag de ne pas le suivre sur cette voie. Dans le discours parlementaire que j'ai déjà plusieurs fois cité, du 6 février 1888, l'un des derniers et des plus beaux qu'il ait prononcés, il disait: " Si je venais aujourd'hui devant vous et vous disais: nous sommes **menacés par la France** " **et par la Russie.** Il est à prévoir que nous serons attaqués. " D'après ma conviction et d'après des informations militaires, " il est plus utile pour nous d'employer comme défensive le coup " de l'attaque et de frapper maintenant, tout de suite. La guerre " offensive est avantageuse pour nous et je prie le Reichstag de " m'accorder un crédit d'un milliard ou d'un demi-milliard pour " entreprendre dès aujourd'hui la guerre contre nos deux voisins „. — Eh! bien, Messieurs, je ne sais pas si vous auriez confiance en moi et si, ce milliard ou demi-milliard, vous me l'accorderiez. **J'espère que non!** „ (1).

Et il déclare lui-même, dans ses *Souvenirs*, qu'en deux graves occasions, il a été un adversaire de propos délibéré (*ein grundsätzlicher Gegner*) de la " guerre préventive „, c'est-à-dire de " la guerre que l'on déclare à l'improviste parce que l'on suppose que l'adversaire la déclarerait lui-même plus tard lorsqu'il serait mieux aguerri et mieux préparé „. Il l'avait été à l'occasion de la question du Luxembourg, en 1867, que j'ai rappelée antécédemment, et plus tard, en 1875, lorsque toute l'opinion publique supposait que l'Allemagne attaquerait la France (2). On fait, en France, honneur à l'Empereur de Russie d'avoir, à ce moment, évité la guerre. Peut-être serait-il plus juste d'en savoir gré à la modération d'un ennemi assagi par l'expérience.

---

(1) " Wenn ich heute vor Sie treten wollte und Ihnen sagen.....: " Wir sind erheblich bedroth von Frankreich und Russland; es ist vorauszusehen, dass wir angegriffen werden; meiner Ueberzeugung nach glaube ich als Diplomat nach militärischen Nachrichten hierüber, er ist nützlicher für uns dass wir als Defensive den Vorstoss des Angriffes benutzen, dass wir *jetzt gleich* schlagen; der Angriffskrieg ist für uns vorteilhafter zu führen, und ich bitte also den Reichstag um einen Kredit von einer Milliarde oder einer halben Milliarde, um den Krieg gegen unsere beiden Nachbarn heute zu unternehmen — ja, meine Herren, ich weiss nicht ob Sie das Vertrauen zu mir haben würden, mir das zu bewilligen. *Ich hoffe nicht* „.

(2) *Gedanken und Erinnerungen*, II, p. 230.

III.

Je crois avoir démontré, en me prévalant surtout de l'autorité de vos hommes d'État, que l'alliance à laquelle nous avons souscrit était défensive et pacifique; et que, cela étant, nous pouvions, sans aucune forfaiture, nous abstenir de participer à la guerre actuelle, qui, de par ses origines, est une guerre offensive.

Je me propose, maintenant, de démontrer et, encore une fois, avec l'autorité de vos hommes d'État, ce que j'ai affirmé plus haut, à savoir, que non seulement nous pouvions librement et loyalement ne pas prendre part à la guerre, mais que, étant donné les circonstances, **notre devoir, en tant que nation, était de nous abstenir et de rester neutres.**



Dans une récente entrevue accordée à un journaliste italien (1), le Secrétaire d'État aux affaires étrangères de l'Empire d'Allemagne, M. de Jagow, a attribué à la Russie la faute de la conflagration actuelle. C'est ainsi qu'on pensait en Allemagne au début de la guerre, et M. de Jagow en a donné les raisons (2).

---

(1) M. G. Cabasino-Renda, du *Giornale d'Italia*, de Rome. L'*interview* a paru dans le numéro du 14 octobre 1914.

(2) Ces raisons ont été exposées par le Chancelier de l'Empire, M. de Bethman-Hollweg, au Reichstag le 4 août et se retrouvent dans l'opuscule d'origine officieuse allemande: " La vérité sur la guerre ", Berlin, E. S. Mittler und Söhne (1914). Un écrivain anglais, qui se trouvait en Allemagne au début des hostilités, écrit: " Unanimement on admettait que c'était la Russie qui avait seule désiré, préparé, exigé la guerre, la jugeant indispensable pour créer un immense panslavisme dont elle serait la tête ". R. S. Nolan, *Nineteenth Century*. Cette opinion pouvait être préconçue. Le Prince de Bismarck écrivait, le 10 septembre 1879, au Roi Louis de Bavière: " Je ne puis me défendre de la conviction que la paix dans l'avenir, et peut-être dans un proche avenir, sera menacée par la Russie et par la Russie seule " (*Gedanken und Erinne-*

D'après lui, dans les dix dernières années, la Russie n'a cessé de poursuivre son but d'hégémonie dans les Balkans et sur les États balkaniques, qu'elle considère comme des vassaux; elle a tâché sans répit à étendre son influence à l'ouest et à dresser à l'Autriche-Hongrie une barrière vers le sud. Depuis longtemps elle considère le Monténégro comme son avant-poste dans les pays jougo-slaves. Elle a formé l'Alliance balkanique; elle s'est opposée à la création d'une Albanie indépendante; elle a inspiré à la Serbie ses continuelles menées anti-autrichiennes, dont le résultat final a été le double assassinat de Serajevo. Préparé en Serbie, exécuté au moyen d'engins fournis par des Serbes, ce crime a mis le comble aux provocations du petit Royaume slave et déchaîné la guerre. C'est enfin, d'après M. de Jagow, la Russie qui menace les Italiens sur les bords de l'Adriatique et dans les Balkans; c'est à combattre la Russie, et non pas l'Autriche-Hongrie, ni le pangermanisme, que doivent tendre leurs efforts et, le cas échéant, être pointées leurs armes. Le juste souci de nos intérêts devrait donc nous faire sortir d'une neutralité dont M. de Jagow, qui est de nos amis, s'afflige plus encore pour nous que pour l'Allemagne.

Je constaterai d'abord qu'en plaçant la question, comme il le fait fort justement, sur le terrain des intérêts, M. de Jagow reconnaît implicitement qu'il n'y a pas de raisons juridiques à invoquer contre notre neutralité, ce qui équivaut à dire que, sur le terrain du Droit, notre situation est inattaquable. Suivons maintenant la discussion sur le terrain des intérêts, où il l'amène. Eh! bien, si nous devons consulter notre utilité et veiller à nos intérêts, le pangermanisme auquel l'Autriche-Hongrie subordonne les intérêts des nationalités non allemandes qui lui sont soumises, est loin de nous rassurer. On a vu plus haut ses ambitions de domination européenne et même mondiale; elles ne sont pas le rêve de poètes ou de penseurs isolés. Et notamment des hommes d'État

---

rungen, II, p. 240). Depuis lors, un revirement s'est produit dans le public allemand. Aujourd'hui c'est l'Angleterre que l'Allemagne accuse d'avoir déchaîné la guerre. On s'est ressouvenu de l'article de la *Saturday Review* (1897), cité aussi par le Prince de Bülow dans son livre récent, qui se terminait par les mots “ *Germaniam esse delendam* „. Dans la proclamation adressée, à la fin d'octobre, par le Prince Rupprecht de Bavière à ses troupes, il dénonce l'Angleterre comme la nation dont l'envie s'est efforcée, depuis des années, d'enserrer l'Allemagne en un cercle d'ennemis, dans le but de la suffoquer ; comme la nation à laquelle on doit principalement cette guerre sanglante... et qui plus que toute autre, empêchera le rétablissement de la paix... „.

et non des moindres nous semblent empiéter, par leurs visées, sur des terres qui sont italiennes et auxquelles nous tenons comme à la chair de notre chair. Sans parler de Trente et de Trieste, de l'Istrie et de la Dalmatie, il suffit de rappeler que le pangermanisme considère l'ancien Royaume Lombard-Vénitien comme une dépendance germanique et le Mincio comme la frontière de la grande Allemagne en Italie. Le Mincio fut, de fait, la frontière de l'Autriche de 1815 à 1859, et " l'Autriche domine des races qui dans les temps anciens ont été assujetties par des armes allemandes „ (1); elle est le représentant et l'héritière d'une ancienne Puissance allemande (2). Ce fut, autrefois, un principe de la politique allemande que l'Allemagne se défendait sur le Mincio. Or le Mincio est une rivière coulant au milieu des campagnes les plus italiennes du monde.

Quant au slavisme russe, je dirai qu'à nos yeux, il apparaît encore, pour nous, si lointain et si peu menaçant qu'il ne nous préoccupe guère, du moins actuellement. On peut prévoir qu'un temps viendra où des Puissances aujourd'hui ennemies se ligueront pour le combattre; il est possible que nous soyons avec elles, s'il devient un danger européen; mais ce temps n'est pas encore venu. A chaque jour suffit sa peine.

Nous aurions plutôt à nous préoccuper du slavisme serbe ou panserbisme, qui affiche des prétentions selon nous insoutenables ou du moins fort exagérées, sur les rivages opposés de l'Adriatique; il n'est point exclu cependant que nous ne puissions traiter avec lui et nous arranger quand le moment viendra.

Mais pour l'instant, et depuis un certain nombre d'années, nous voyons un danger bien plus proche, bien plus menaçant, plus réel, plus actuel dans le slavisme austro-hongrois, qui se montre intraitable et impitoyable à l'égard des Italiens et de l'Italie. Si M. de Jagow veut bien examiner sans parti pris ce qui se passe depuis dix ans (pour ne considérer que le laps de temps sur lequel il attire notre attention), dans les provinces occidentales de la Double Monarchie, il verra les progrès réalisés par le slavisme austro-hongrois; et aux dépens de qui? des éléments italiens. S'il recherche les moyens par lesquels ces progrès ont été réalisés, il verra que l'Autriche-Hongrie, quelque antagoniste de la Russie, quelque ennemie de la Serbie et notre alliée qu'elle soit, n'a cessé

---

(1) Discours de M. de Bismarck-Schönhausen au Landtag prussien, 3 décembre 1850.

(2) Ibidem.

de favoriser les éléments slaves au détriment des éléments italiens. Elle y a si bien réussi que Trieste n'est plus guère qu'un îlot italien au milieu d'un débordement slave, et que les Italiens de Dalmatie, héritiers et dépositaires de deux civilisations, romaine et vénitienne, sont envahis et chassés par ces " Illyriens „ et ces " Esclavons „ qu'ils avaient si longtemps dominés. Au point de vue ethnique, l'Autriche-Hongrie fait donc bien plus que menacer les intérêts italiens: elle déprime et opprime ce qui reste de notre race dans l'étendue de ses domaines. Au point de vue politique, que M. de Jagow veuille bien comparer les progrès réalisés, dans la péninsule des Balkans, au cours de ces dix dernières années, par la Russie et par l'Autriche-Hongrie concurremment: il verra que non seulement la Russie n'y a rien acquis territorialement, mais que, sous tous les autres rapports, elle y a plus perdu que gagné, témoin la réaction anti-russe que M. de Jagow signale en Bulgarie. Par contre, l'Autriche-Hongrie s'est annexée deux provinces, la Bosnie et l'Herzégovine, cette fois encore sans que l'Italie fût avertie ou reçût la moindre compensation (1), et elle ne se serait pas arrêtée en si beau chemin. Car des ambitions plus vastes et des visées plus lointaines sont désormais constantes de sa part: elle préméditait de poursuivre sa marche dans la péninsule balkanique.

On en a la preuve irréfragable dans les paroles mêmes de M. de Jagow, lorsqu'il formule, parmi les griefs à la charge de la Russie, l'accusation d'avoir voulu, à l'aide de la Serbie, **dresser à l'Autriche-Hongrie une barrière vers le Sud.** C'est donc là qu'elle tendait. Or le Sud, d'après la carte et de l'aveu implicite de M. de Jagow, c'est l'Albanie, où l'Autriche-Hongrie revendique un droit douteux de protectorat sur le clergé catholique pour faire servir celui-ci à ses fins; c'est l'Épire, c'est la vieille Serbie, c'est la Macédonie, c'est Salonique. Tandis que, dans ces pays, nos intérêts, nos traditions, nos principes de Droit Public requièrent que nous favorisions l'indépendance politique et économique des jeunes nationalités qui s'y développent, nous aurions dû, de par l'alliance, prêter main à leur assujettissement à l'Autriche-Hongrie, sinon même à leur absorption par l'Autriche-Hongrie! Notre coopération aurait visé à ce but!

Et cela à quel moment? Quand, affaiblies par des luttes ré-

---

(1) Des hommes politiques italiens ont admis qu'aucune compensation ne nous était due, M. Alessandro Fortis du nombre. Tel ne fut pas le sentiment de la grande majorité des Italiens.

centes, ces jeunes nationalités ne pouvaient peut-être opposer qu'une résistance insuffisante aux forces écrasantes de la Double Monarchie. Il n'était pas admissible que nous nous prêtions à cela. De si vastes ambitions de la part de l'Autriche-Hongrie sont pour nous plus qu'une menace, un danger immanent. Si la Monarchie Austro-Hongroise a des intérêts dans la péninsule balkanique, nous en avons de même. Si les siens sont considérables, les nôtres ne le sont guère moins. De plus, étant donné que notre position dans l'Adriatique est déjà extrêmement désavantageuse du fait que nos côtes, sans abris naturels, ne se prêtent ni à une offense ni à une défense efficaces, tandis que les côtes dalmates, creusées de ports naturels et semées d'îles, forts avancés de la terre ferme, se prêtent admirablement aussi bien à l'une qu'à l'autre, étant donné que la puissance qui, déjà maîtresse de l'Istrie et de la Dalmatie, acquerrait les côtes de l'Albanie et de l'Épire, nous enfermerait dans une sorte de *mare clausum*, la domination de l'Autriche-Hongrie sur une plus grande partie de la péninsule des Balkans serait pour l'Italie un danger si grave et une si grande diminution politique qu'aucune compensation ne saurait peut-être nous la faire accepter.

Ainsi donc, en admettant qu'il y ait balance d'intérêts, dans la péninsule des Balkans, entre l'Autriche-Hongrie et nous, il n'y a pas même analogie dans les ambitions. Nous venons de voir quelles sont celles de la Monarchie austro-hongroise; les nôtres sont négatives; elles se limitent à ceci: que l'Autriche-Hongrie ne réussisse pas à réaliser les siennes. Nous sommes pour le *status quo* amélioré. Notre politique visait jusqu'ici, dans les Balkans, au maintien d' un juste équilibre entre notre légitime influence et la légitime influence que nous reconnaissons à l'Autriche-Hongrie, et l'Alliance a certainement aidé à ce que chacune des deux Puissances observât un certain respect pour les droits ou prétentions de l'autre et aucune des deux ne prît sur sa rivale des avantages indus ou trop marqués. Mais cet équilibre, très instable, serait venu à manquer du coup si, par effet de l'Alliance, nous avions dû faire cause commune avec l'Autriche-Hongrie, si nous avions marché de concert avec elle contre la Serbie et le Monténégro, si nous l'avions secondée dans la tâche de jeter bas la barrière que l'ensemble fatal et la force incoërcible des faits, bien plus que l'action de la Serbie et la politique de la Russie, lui dressent vers le Sud en l'empêchant de pousser jusqu'à l'Égée. On ne pouvait nous demander de travailler de nos propres mains à grandir, à nos dépens, la puissance de l'Autriche-Hongrie dans la péninsule des Balkans, d'aller à l'encontre de nos intérêts nationaux, de donner

le sang de nos soldats et l'argent de nos coffres en faveur d'une nation concurrente et qui malheureusement, bien qu'alliée, était certainement notre adversaire. C'est là ce qu'une nation ne peut faire. Un peuple ne se suicide pas: ce n'est pas dans l'ordre naturel des choses. Or " *quae rerum natura prohibentur, nulla lege confirmata sunt* „ (Celse). Un peuple ne peut être engagé à cela, et s'il y a une convention, un pacte qui semblerait l'y contraindre, ce pacte est nul : " *quod impossibile est neque pacto neque stipulatione potest comprehendi* „ (Ulpien).

Le Prince de Bismarck l'a dit en termes excellents: la valeur d'un engagement a des limites, que trace non pas l'arbitre de la partie engagée, mais la force inéluctable des choses.

Dans le discours du 6 février 1888, que l'on ne peut laisser de citer, car il est le *compendium* de la politique internationale suivie par le Prince dans sa glorieuse carrière, il a dit, et ces mots justifient pleinement la conduite actuelle de l'Italie :

" Aucune grande Puissance ne peut rester longtemps attachée à la parole d'un traité qui soit en contradiction avec les intérêts de son peuple. Il vient un moment où elle est enfin obligée de dire ouvertement : " Les temps sont changés ; je ne le puis plus !... „. Et elle doit alors, autant que possible, se justifier devant son propre peuple et devant les Parties contractantes. Mais conduire un peuple à sa ruine pour s'en tenir à la lettre d'un traité souscrit en d'autres circonstances, cela ne peut être admis par aucune grande Puissance „ (1).

Plus tard, dans ses *Souvenirs*, l'ancien Chancelier a expliqué comment un traité peut devenir caduc. En tout traité, condition de validité est que, au moment de l'exécution, les choses soient en l'état où elles étaient au moment de l'engagement. *Rebus sic stantibus*..... C'est ce que disait déjà le jurisconsulte Paul (Paulus Julius) : " *extinguitur obligatio si in eum casum inciderit a quo incipere non potest* „.

Mais mieux vaut citer tout le passage de Bismarck auquel je me réfère, malgré ce que le texte a d'un peu amphigourique:

---

(1) " Keine Grossmacht kann auf die Dauer in Widerspruch mit den Interessen des eigenen Volkes an dem Wortlaut irgend eines Vertrags kleben; sie ist schliesslich genötigt ganz offen zu erklären : " Die Zeiten haben sich geändert, ich kann das nicht mehr „ — und muss das vor ihrem Volke und vor dem Vertrag schliessenden Teile nach Möglichkeit rechtfertigen. Aber das eigene Volk ins Verderben zu führen an dem Buchstaben eines unter anderen Umständen unterschriebenen Vertrags, das wird keine Grossmacht gutheissen „.

“ La politique internationale, a écrit le Prince, est un élément fluide, qui, parfois, par suite des circonstances, devient solide pour retourner, en conséquence de changements de l’atmosphère, ou de l’ambiant, à son état primitif de désagrégation. **La clause “ rebus sic stantibus „ dans les traités entre États, doit, quant aux obligations, être toujours sous-entendue.**

“ La Triple Alliance est une position stratégique qu’il a été opportun de prendre, à un certain moment, dans les circonstances alors existantes, en considération des dangers qui menaçaient l’Europe. Elle a été prolongée et il pourra arriver qu’elle le soit encore; mais aucun traité entre grandes Puissances n’est assuré d’une durée éternelle, et l’on serait mal avisé de vouloir regarder la Triple Alliance comme une base solide pour toutes les éventualités qui pourront modifier à l’avenir les rapports, les besoins et les accords sous lesquels elle a été formée. Ella a la signification d’une prise de position stratégique dans la politique européenne en raison de l’état de choses qui existait lors de sa conclusion, mais elle n’offre en aucune façon une base immuable aux combinaisons de l’avenir, pas plus que ne l’ont offerte les nombreuses triples et quadruples alliances du dernier siècle, ni même la Sainte Alliance et le pacte de la Confédération Germanique „ (1).

Or certainement trois faits importants se sont produits qui ont modifié l’état des choses, et l’on peut dire: *res non amplius stant ut prius stabant.*

---

(1) “ Die internationale Politik ist ein flüssiges Element, das unter Umständen zeitwillig fest wird, aber bei Veränderung der Atmosphäre in seinen ursprünglichen Aggregatzustand zurückfällt. Die *clausula rebus sic stantibus* wird bei Staatsverträgen, die Leistungen bedingen, stillschweigend angenommen. Die Dreibund ist eine strategische Stellung, welche angesichts der zur Zeit seines Abschlusses drohenden Gefahren rathsam und unter den obwaltenden Verhältnissen zu erreichen war. Er ist von Zeit zu Zeit verlängert worden; und es mag gelingen, ihn weiter zu verlängern; aber ewige Dauer ist keinem Vertrage zwischen Grossmächten gesichert, und es wäre unweise, ihn als sichre Grundlage für alle Möglichkeiten betrachten zu wollen, durch die in Zukunft die Verhältnisse, Bedürfnisse und Stimmungen verändert werden können, unter denen er zu Stande gebracht wurde. Er hat die Bedeutung einer strategischen Stellungsnahme in der europäischen Politik nach Massgabe ihrer Lage zur Zeit des Abschlusses; aber ein für jeden Wechsel haltbares ewiges Fundament bildet er für alle Zukunft ebenso wenig, wie viele frühere Tripel- und Quadrupel-Allianzen der letzten Jahrhunderte und insbesondere die heilige Allianz und der Deutsche Bund. Er dispensirt nicht von dem *toujours en vedette!* „ (*Gedanken und Erinnerungen,* II, 258-259).

I. La politique de la Triple Alliance a cessé d'être celle que préconisaient ses fondateurs et s'est faite aggressive.

Nous avons tâché, lorsque cela nous a été possible, d'atténuer ce que la politique de nos alliés avait d'âpre et d'offensif. Tel a été notre rôle à Algésiras, où l'on ne nous en sut aucun gré. Nous avons assisté avec appréhension au coup d'Agadir... Mais nous nous étions désintéressés du Maroc et ces incidents menaçants ne nous touchaient que par la préoccupation des suites d'ordre général qu'ils pouvaient avoir.

Il en est autrement cette fois. Ce n'est plus la menace à la bouche, c'est l'épée à la main que nos alliés se sont précipités sur la scène du monde.

II. L'Angleterre s'est détachée de la Triple Alliance pour se rapprocher de la Double Entente et la rivalité anglo-allemande s'est déclarée. Or le Prince de Bismarck comptait, pour la Double Alliance, sur l'appui de l'Angleterre (1), qui avait été si précieux au Grand Frédéric pendant la guerre de sept ans.

Et cet appui, **utile** à l'alliance des deux Empires de l'Europe centrale, était **nécessaire** à la Triple Alliance, en raison de la situation de l'Italie dans la Méditerranée. L'étendue et la nature de nos rivages, le nombre de nos rades ouvertes et l'insuffisante protection de nos ports fortifiés faisaient un devoir à l'Italie de cultiver l'amitié, d'ailleurs traditionnelle, de la Puissance qui conserve l'empire des mers. A dater du jour où l'Angleterre se rapprocha de la Double Entente, notre position dans l'Alliance se faisait singulièrement difficile (2). Des deux choses l'une: ou la Triple Alliance redevenait aussi pacifique que jamais, ou bien l'Italie se trouvait dans cette alternative: sortir de l'alliance comme l'Angleterre s'en éloignait; sinon, s'assurer, par une convention spéciale, que, quoi qu'il pût arriver, elle pourrait compter sur la

---

(1) " Das Deutsche Reich im Bunde mit Oestreich würde der Anlehnung Englands nicht entbehren „ (*Gedanken und Erinnerungen*, II, 241).

(2) Des écrivains allemands soutiennent que la flotte italienne, unie à la flotte austro-hongroise, était en mesure de tenir tête avantageusement aux escadres anglo-françaises de la Méditerranée. C'est, semble-t-il, ne pas tenir compte que la flotte austro-hongroise pouvait être bloquée, dès le commencement des hostilités, au fond de l'Adriatique et la flotte italienne se trouver, ainsi, seule en face de forces navales prépondérantes, ayant Toulon, Bizerte et Malte pour points d'appui.

bienveillante neutralité de l'Angleterre, faute de quoi sa position eût été trop exposée et trop précaire (1).

III. Enfin, l'Autriche-Hongrie a révélé, d'une manière qui ne laisse plus aucun doute, ses ambitions dans la péninsule des Balkans et ces ambitions sont incompatibles avec nos intérêts.

Par suite de ces trois faits, nous en sommes venus à ce point, prévu par le Prince de Bismarck, où une nation doit se ressaisir. Pendant trente et plus d'années nous avons collaboré fidèlement à la politique de la Triple Alliance; nous avons marché côte à côte avec nos alliés, même dans des circonstances où il nous était pénible de le faire. Mais maintenant on demandait trop de nous, et l'Italie a été obligée de s'écrier, en s'appropriant le mot de votre grand homme d'État: " Je ne le puis plus! „ " *Ich kann das nicht mehr* „.

***

Non: nous ne le pouvions plus. Et notre peuple dont le jugement, alors qu'il n'est pas artificieusement travaillé, est droit et sûr, notre peuple l'a senti avec tant de force que, le Gouvernement eût-il voulu marcher avec vous et l'Autriche-Hongrie, il ne l'aurait pas suivi. On ne sait pas, on ne peut pas dire ce qui se serait passé. Mais le dissentiment eût certainement été grave et l'opposition aurait trouvé des partisans dans tous les partis. Les plus modérés auraient dit: avec l'Allemagne, oui, encore; avec l'Autriche-Hongrie, résolument, non.

Cette lettre n'a pas un but de récrimination. Je l'écris avec tristesse plutôt qu'avec amertume. Je n'ai en vue que d'expliquer notre conduite. L'Autriche-Hongrie a commis envers nous bien des erreurs et bien des fautes; et malgré l'alliance, et pendant les trente et plus d'années d'alliance, nous n'avons cessé de sentir en elle, plutôt qu'une alliée, une ennemie.

Le Prince de Bismarck racontait un jour à Crispi que lorsqu'il voyageait en Italie (1847), il lui arrivait parfois de se dire " Prus-

---

(1) Notre situation s'est encore empirée du fait de notre conquête de la Libye, qui, au lieu d'accroître notre puissance, l'a affaiblie. La Libye, qui ne nous donnera jamais rien et nous soutirera toujours des hommes et de l'argent, ajoute aux quatre mille kilomètres de côtes italiennes où nous sommes vulnérables, deux mille autres kilomètres de côtes africaines, dont la défense est à peu près impossible.

siano „: dans ce cas on lui faisait bon visage. Mais il lui arriva aussi de se dire “ Tedesco „, et ce mot était celui par lequel on désignait l'Autrichien; dans ce cas, les visages se renfrognaient et on lui faisait grise mine.

Ce sentiment de répulsion a survécu à tous les évènements et il n'y a pas de notre faute. Tandis qu'avec la France impulsive et tracassière, nous nous sommes fâchés dix fois, et dix fois réconciliés, l'antipathie envers l'Autriche-Hongrie, en tant qu'État, a subsisté. Nous avions dit des Autrichiens: “ qu'ils repassent les Alpes et nous redeviendrons frères „ (1). Nous n'avons réussi qu'à être des frères ennemis. C'est que l'attitude de l'Autriche-Hongrie à notre égard n'a guère changé, et que ses procédés ont bien peu varié. L'Autriche-Hongrie alliée s'est montrée aussi peu amicale, aussi désagréable, aussi maussade, aussi systématiquement contraire, aussi ennemie, j'ai dit le mot, que ne l'avait été l'Autriche dominatrice. Elle ne nous a rien épargné de ce qui peut heurter ou froisser les susceptibilités d'une nation: ni les grandes ni les petites impolitesses, ni les grands ni les petits manques d'égard, ni les menaces par les faits, ni les intimidations par les paroles, ni les atteintes à nos sentiments unitaires, ni les offenses à notre fibre patriotique, ni l'oppression des Italiens d'Autriche-Hongrie (2), ni les persécutions aux Italiens du Royaume établis sur le territoire peu hospitalier de la Monarchie. Je ne spécifierai aucun fait pour n'en avoir pas trop à mentionner; mais je demanderai si c'était bien là la manière de répondre à nos avances (car pour aller à Berlin nous dûmes passer par Vienne), d'effacer le passé, de rassurer notre confiance, de gagner notre amitié. Nous avons, spontanément, sans en être requis, cassé des préfets, congédié des ministres, mis à pied des généraux pour des faits sans importance, pour des gestes sans portée, pour des paroles prononcées à huis-clos et inexactement rapportées, qui auraient pu blesser ou simplement effleurer l'épiderme de nos voisins de l'Est. Jamais un homme d'État de la Monarchie a-t-il exprimé de regrets lorsque des personnages princiers ou auliques, lorsque de hauts dignitaires ont pris part ouvertement à des fonctions impliquant la

(1) “ Ripassin l'Alpi e tornerem fratelli „.

(2) Il y a eu beaucoup d'exagérations à leur égard et les Italiens d'Autriche se plaignent parfois du zèle intempestif et inopportun de leurs frères d'Italie Mais on peut dire que, de toutes les nationalités qui forment l'Autriche-Hongrie, la moins favorisée, la plus contrariée dans ses désirs et ses aspirations, est l'italienne.

méconnaissance de nos droits nationaux? Jamais un général ou un amiral ou un gouverneur de province a-t-il été cassé aux gages, puni ou réprimandé pour des paroles blessantes ou menaçantes prononcées à notre égard? Nous en avons toujours été pour nos frais de courtoisie et de délicatesse. Devant certains faits, nous nous demandions perplexes: “ Est-ce intentionnel? et il y a déloyauté; est-ce fortuit? et il y a maladresse insigne „. Et nous avons tout supporté, en espérant et en attendant toujours un revirement de mentalité, un changement d'attitude, un acte de résipiscence qui amenât enfin entre nous la confiance et l'aménité de rapports que méritait une conduite que, de notre part, je sais absolument correcte et irréprochable. Mais nous espérâmes et attendîmes en vain.

Aussi, en décembre 1908, lorsqu'à d'autres mauvais procédés, l'Autriche-Hongrie ajoutait, à notre endroit, une inconcevable menace, en amassant des forces sur notre frontière désarmée, un de nos hommes politiques, un vieil ami de Crispi, un ancien Président du Conseil, un patriote éminent, exclamait-il en pleine Chambre des Députés:

“ Nous voulons, malgré tout, mes amis et moi, rester fidèles à la Triple Alliance, que nous avons toujours soutenue et défendue... Je dis “ malgré tout „ parce que, à vrai dire, cette fidélité nous est de jour en jour rendue plus difficile... Et je prévois le moment où l'Italie se verra contrainte à dire au baron d'Aehrenthal: “ Faites cesser un état de choses d'une telle anormalité que l'Italie n'a désormais de guerre à craindre que du fait d'une nation alliée „. J'espère que cette situation aura une fin; si non, eh! bien, que chacun de nous reprenne avec sérénité sa liberté d'action! „ (1).

Ce que le député Fortis disait, il y a dix ans, dans un élan de sincérité indignée auquel la Chambre s'associait par une ovation unanime, nous pouvions le répéter à la veille de la guerre actuelle. Tout concourait encore, malheureusement, à expliquer et à justifier les sentiments de notre peuple envers la monarchie voisine, tout: les souvenirs du passé, la vision du présent, l'appréhension de l'avenir.

---

(1) Séance de la Chambre des députés italienne, 3 décembre 1908.

***

Je sais ce que vous pouvez me dire. L'état de choses que je dénonce date de loin ; parmi les faits que j'aurais pu citer, il en est de récents, mais il en est d'anciens. Pourquoi, si une alliance avec l'Autriche-Hongrie nous paraissait antinationale, pourquoi y avons-nous persisté ? Puisque nos hommes politiques s'apercevaient si bien des antinomies existantes entre nos sentiments et nos engagements, pourquoi ont-ils toujours renouvelé l'alliance, et même à l'avance, même longtemps avant l'échéance, entretenant la croyance qu'elle nous était nécessaire et l'illusion que nous y resterions attachés coûte que coûte, jusqu'au bout, jusqu'à l'impossible?

A quoi je réponds que, aussi longtemps que l'alliance restait ce qu'elle devait être, pacifique, défensive et conservatrice, nous pouvions avoir à nous plaindre de l'Autriche-Hongrie et de ses comportements à notre égard, mais, somme toute, de même que nous lui garantissions son intégrité territoriale, elle nous garantissait la nôtre ; que l'alliance était ainsi une sorte d'assurance mutuelle du maintien du *status quo* ; une garantie pour nous que l'Autriche-Hongrie ne nous attaquerait pas, et, pour l'Autriche-Hongrie, que nous ne lui chercherions pas noise. J'ajoute que l'on accepte parfois le moindre mal de crainte d'un mal plus grand; qu'on fait taire souvent les sentiments quand les intérêts parlent; qu'une médiocre alliance est encore préférable à l'isolement. Si l'Autriche-Hongrie nous était si peu amie dans l'alliance, que n'aurions-nous pas eu à redouter d'elle quand elle eût été dégagée de toute obligation envers nous ! Et, au surplus, l'alliance que nous avions recherchée était celle de l'Allemagne : si pour aller à Berlin nous avions dû passer par Vienne, c'était assurément à notre corps défendant.

Mais tous les raisonnements tendant à expliquer notre alliance avec l'Autriche-Hongrie n'avaient de valeur qu'autant que l'alliance était pacifique. La déclaration de guerre, en achevant de nous éclairer sur les vues de la monarchie voisine, a changé la situation. C'est elle qui a révélé ce que l'alliance avait d'antinational. Nous pouvions passer sur bien des choses et beaucoup tolérer, tant que l'essentiel du pacte d'alliance subsistait, tant que le maintien de la paix et du *status quo* était observé. La paix étant troublée, l'état des choses bouleversé du fait de l'Autriche-Hongrie, nous ne pouvions continuer à nous sentir liés en faveur de cette puissance, ni coopérer avec elle, au sacrifice de nous-mêmes.

Un individu peut pratiquer la vertu du renoncement : en certains cas, c'est beau, c'est méritoire. Mais une nation ne pousse pas la

fidélité jusque-là, jusqu'à l'abnégation, jusqu'au sacrifice. Ce serait absurde et impie.

Je n'ai d'ailleurs aucune difficulté à reconnaître que, dans les renouvellements successifs de l'alliance, nos hommes d'État se sont toujours trop hâtés. Leur empressement a été maladroit: loin de faire valoir le prix de notre adhésion, il la dépréciait. Je revendique, ici encore, à Francesco Crispi le mérite de la perspicacité et de la détermination, qui sont au nombre des qualités maîtresses du véritable homme d'État. Dès son premier ministère (1887-1891), il avait discerné les défauts de l' alliance, dont deux surtout l'avaient frappé :

1° l'Italie y était traitée en parent pauvre; on la laissait volontiers à l'écart. Il voulut qu'elle y fût l'égale de chacune des autres Puissances alliées, et il y réussit tant qu'il fut au pouvoir;

2° l'Autriche-Hongrie se comportant à notre endroit comme on l'a vu, Crispi crut que ses procédés pouvaient être l'effet de mésintelligences, qu'il se proposait d'éliminer au renouvellement du traité (1). Il aurait mis à l'Autriche le parti à la main, en subordonnant notre adhésion à l'obtention de ce qu'il croyait nécessaire pour améliorer nos rapports. Le poids de l'Italie dans la balance des intérêts européens lui paraissait devoir amener l'Autriche-Hongrie à composition. Mais le malheur voulut que la Triple Alliance ait toujours été renouvelée par d'autres (2).

Je sais que notre neutralité a été attribuée à d'autres causes. On a dit que l'abstention nous était imposée par les conditions de nos finances surchargées ; de notre économie nationale déprimée; de notre armée désorganisée; du pays lui-même, troublé par des factions et moralement diminué.

Je ne veux approfondir la question si et jusqu'à quel point ces raisons, d'où il y aurait à retrancher, ont pesé sur les décisions de notre Gouvernement. Si elles étaient fondées, Frédéric II nous a appris que, " de règle générale, on n'est tenu à ses engagements qu'autant que ses forces le permettent „ (3). Mais je suis convaincu que la neutralité nous a surtout, sinon exclusivement, été imposée par une appréciation nette et exacte de nos intérêts.

---

(1) Francesco Crispi, *Questioni internazionali*, diario e documenti ordinati da T. Palamenghi-Crispi.

(2) Aux yeux de beaucoup de gens qui la blâmaient (voir F. Nietzsche, *Avant-propos* de l'écrit *Nietzsche contre Wagner*), en France surtout, il en a porté la responsabilité sans l'avoir ni stipulée, à ses origines, ni renouvelée, quand elle vint à échéance.

(3) Lettre à Voltaire, de Potsdam, 25 juillet 1742.

***

Le Prince de Bismarck disait qu'une nation, obligée à se dégager d'un pacte, a le devoir d'en expliquer ouvertement les raisons. Je crois avoir exposé les raisons pour lesquelles nous avons été dégagés, dans les circonstances présentes, de notre pacte d'alliance. Elles se résument ainsi :

1. L'alliance était pacifique et défensive; elle a été transformée en aggressive et offensive.

2. L'alliance devait tendre, en ce qui nous concerne, à la protection de nos intérêts; la guerre, dans les circonstances où elle a été engagée, tendait à leur ruine.

IV.

Monsieur, croyez-le bien: ce n'est pas sans de profonds regrets que nous pensons à l'âge d'or de la triple alliance, aux temps où, confiants et forts, nous marchions de conserve, sûrs de nous-mêmes, garantis contre tous et ne menaçant personne.

Ah! pourquoi la politique allemande n'est-elle pas restée telle que la préconisait le vieux Prince, telle qu'il la souhaitait pour " le maintien de la balance que vos victoires avaient établie „, pour le bien de l'Allemagne et pour la paix de l'Europe? Pourquoi la politique allemande a-t-elle abandonné la voie sur laquelle il l'avait si prudemment et si sagement dirigée? Car c'est à tort que le Prince de Bülow dit, quelque part, qu'on chercherait en vain dans le riche trésor des connaissances politiques laissé par le Grand Chancelier des axiomes généraux de politique étrangère. Il en a formulé sous différentes formes et en différentes circonstances.

Bismarck aurait voulu que l'Allemagne n'inspirât pas de craintes: "... Nous devrions nous efforcer d'atténuer, par un usage honnête et conciliant de notre force, les alarmes que notre développement et notre puissance ont éveillées... „ (1). Il aurait voulu que la suprématie de l'Allemagne fût discrète, atténuée, acceptable: "... Nous devrions persuader au monde qu'une hégémonie allemande en Europe est plus utile, plus désintéressée, moins menaçante pour la liberté des autres qu'une hégémonie française, russe ou anglaise „ (2).

Cette hégémonie était possible si l'Allemagne avait vécu, comme il le voulait, " de sa vie politique autonome „, " en égalité de

---

(1) " ... Sollten wir uns bemühn, die Verstimmungen die unser Heranwachsen zu einer wirklichen Grossmacht hervorgerufen hat, durch den ehrlichen und friedliebenden Gebrauch unsrer Schwerkraft abzuschwägen..... „ (*Gedanken*, II, 267).

(2) " ... um die Welt zu überzeugen dass eine deutsche Hegemonie in Europa nützlicher und unparteiischer, auch unschädlicher für die Freiheit andrer wirkt als eine französische, russische oder englische „. Ibid. ibid.

droits avec les autres Grandes Puissances de l'Europe „ (1), et pratiqué le respect des droits des autres États, “ respect qui lui était rendu facile par l'objectivité du caractère allemand et par le fait que l'Allemagne n'a pas besoin d'accroissements territoriaux en Europe „ (2).

Son but, après que l'unité allemande avait été établie dans ses limites actuelles, avait toujours été d'acquérir la confiance des Grandes Puissances aussi bien que des moindres États européens, en faisant en sorte que tous fussent convaincus que la politique de l'Allemagne unifiée voulait être pacifique et juste. Pour gagner cette confiance il fallait avant tout: de l'honnêteté, de la sincérité, de l'esprit de conciliation... „ (3).

L'armée elle-même, il la voulait instrument de défense et élément de paix: “ Avec la puissante machine que nous avons faite du militarisme allemand, on n'entreprend pas de guerre aggressive „ (4).

Hélas! Ce n'est pas cette politique d'un homme de génie, rendu plus sage et plus humain par ses succès et par l'expérience, instruit de ce que coûtent les guerres, désabusé au sujet de ce qu'elles donnent parfois comme résultat des sacrifices accomplis (5), ce n'est pas cette politique que l'Allemagne a suivie. Au lieu de gagner la confiance des peuples, vous semblez vous être complus à éveiller leurs soupçons et leurs craintes. Vos admirables armées, de terre et de

---

(1) “ ... Internationale Streitigkeiten, die nur durch den Volkskrieg erledigt werden können, habe ich niemals aus dem Gesichtspunkte des Göttinger Comments und der Privatmensuren-Ehre aufgefasst, sondern stets nur in Abwägung ihrer Rückwirkung auf den Anspruch des deutschen Volkes in Gleichberechtigung mit den andern grossen Mächten Europas ein autonomes politisches Leben zu führen... „. Ibid., II, 268.

(2) “ Die Achtung von den Rechten andrer Staaten,... wird dem Deutschen Reiche und seiner Politik erleichtert, einerseits durch die Objectivität des deutschen Charakters, andrerseits durch die verdienstlose Thatsache dass wir eine Vergrösserung unsres unmittelbaren Gebietes nicht brauchen... „. Ibid., 267.

(3) “ Mein ideales Ziel, nachdem wir unsre Einheit innerhalb der erreichbaren Grenzen zu Stande gebracht hatten, ist stets gewesen, das Vertrauen nicht nur der mindermächtigen europäischen Staaten, sondern auch der grössen Mächte zu erwerben, dass die Deutsche Politik..... friedliebend und gerecht sein will. Um dieses Vertrauen zu erzeugen, ist vor allen Dingen Ehrlichkeit, Offenheit und Versöhnlichkeit..... nöthig „. Id., ibid.

(4) “ Mit den gewaltigen Maschine, zu der wir das deutsche Heerwesen ausbilden, unternimmt man keinen Angriff „. Discours du 6 février 1888, au Reichstag.

(5) Norman Angell, *La grande illusion.*

mer, recrutées chez un peuple guerrier par excellence (1), fournies de tous les moyens de protection et de destruction, d'attaque et de défense, que la science puisse donner, et si admirablement exercées que, au cas où la victoire dût être le prix de la meilleure préparation et du plus laborieux effort, elle irait à vous et vous couvrirait de ses lauriers, vos armées ont cessé d'être ce que désirait Bismarck, un istrument de défense et un élément de paix. Vous étiez la puissance et vous avez voulu être la menace. Vous avez manqué de modération et vous êtes devenus le danger. Et vous avez fini par succomber à la tentation que peut donner la conscience de la force inhérente aux grands armements: la tentation de s'en servir à des buts oppressifs et aggressifs. Vous avez trop fait sentir, en trop d'occasions, sur trop de points du globe, votre désir de tout dominer, de primer toujours et partout, de tout faire céder à votre volonté : “ *hoc volo, sic jubeo; sit pro ratione voluntas* „ (2). Encore un peu et l'étranger en serait venu à dire de la Triple Alliance ce que disait Frédéric, au cœur de la guerre de sept ans, des trois ennemis qu'il avait à combattre: “ Faites des vœux pour que le triumvirat se détruise et que les tyrans de cet univers ne puissent pas donner au monde les chaînes qu'ils lui préparent „ (3). Ainsi et non autrement s'explique la coalition que vous avez trouvée debout contre vous, cette coalition que le Prince de Bismarck a toujours redoutée et qui a fait dire à un journaliste des vôtres : “ Nous avons contre nous le monde „. En effet, à part ceux que l'Allemagne traîne attachés à son char, le monde s'est révolté contre ce puissant militarisme dont chacun, peu ou prou, avait à s'inquiéter. On s'est ligué contre vous comme on s'était ligué contre Louis XIV, contre Napoléon I, comme on se liguera toujours contre le puissant qui abuse ou mésuse de sa puissance. Rappelez-vous l'apostrophe de Frédéric à laquelle j'ai fait allusion plus haut. C'était lui qui combattait alors contre les suprématies qui menaçaient l'Europe; il combattait pour la Prusse, dont il disait dans une lettre à William Pitt: “ Je ne crois pas qu'un homme d'État en Europe puisse s'imaginer ou craindre que la Prusse devienne une Puissance dont la volonté s'impose „ (4); il combattait pour les libertés germaniques menacées. Ses ennemis, ses persécuteurs, comme il les nom-

---

(1) Tacite, *Germania, passim;* Machiavelli, *Delle cose dell'Alamagna ; Rapporto di cose della Magna, passim.*

(2) Juvénal, *Satires*, VI, 233.

(3) Lettre à Voltaire, de Breslau, 16 janvier 1758.

(4) De Kunzendorf, 3 juillet 1761.

mait aussi, avaient répandu le bruit de sa mort : " ... Mais je peux leur dire, écrivait-il, comme Démosthène aux Athéniens : " Eh bien ! " si Philippe était mort, que serait-ce? O Athéniens ! Vous vous " feriez bientôt un autre Philippe „. — O Autrichiens ! Votre ambition, votre désir de tout dominer, vous feraient bientôt d'autres ennemis ; et **les libertés** germaniques et celles **de l'Europe ne manqueront jamais de défenseurs** „ (1).

(1) De Breslau, 16 janvier 1758.

V.

Je suis arrivé au terme de la tâche que je me suis assignée.

Je crois avoir démontré, comme je me le proposais, que l'Italie, au début de la grande guerre, avait le droit de rester neutre et qu'elle en avait le devoir envers elle-même.

Je n'ignore pas, d'autre part, les inconvénients et les périls que peut avoir la neutralité. Machiavel les a exposés dans un livre célèbre. En résumé, " un prince est estimé qui sait se montrer un véritable ami ou un véritable ennemi; devant un conflit, il convient de se rallier à l'un ou à l'autre des combattants; tout vaut mieux que de rester les bras croisés; la neutralité est le propre des princes irrésolus, etc. ... „. En vérité, **la neutralité**, qui n'est pas l'inertie, peut être funeste si elle est un aveu de faiblesse; mais elle **peut être avantageuse quand le monde reconnaît en elle l'attente circonspecte d'une force qui se recueille et se prépare**. Votre grand Frédéric a bien acquis, lors du premier partage de la Pologne, un million de nouveaux sujets sans coup férir! Il ne s'agit pas, parce que d'autres se battent, de se jeter à corps perdu dans la mêlée, mais au contraire de réserver ses forces pour les faire valoir au juste moment. Et, pour les faire valoir, il n'est pas toujours nécessaire de les déployer et de les mettre en campagne: il peut suffire qu'elles y soient et que nul n'en ignore. Les intérêts qui sont actuellement en jeu sont bien autrement vastes et complexes que ceux qu'avait en vue l'ancien Secrétaire florentin dans les pages où il enseigne à Laurent II de Médicis la politique de César Borgia. On n'applique pas, sans beaucoup de restrictions, à une conflagration de Puissances modernes, des principes bons à sauvegarder le renom de petits Princes (1). N'importe! Si, dans ce que dit Machiavel des dangers de la neutralité, il y a quelque vérité applicable aux circonstances pré-

---

(1) Le chapitre du *Principe* où Machiavel réprouve la neutralité est intitulé: *Come si debba governare un principe per acquistarsi reputazione.*

sentes, ceux de nos hommes d'État qui ont le redoutable honneur, dont ils sont d'ailleurs très dignes, de diriger nos destinées à travers la tempête, sauront les discerner. Ils sortiront de la neutralité s'il y a, à le faire, un motif déterminant, justifié, qui ne peut résider que dans les intérêts suprêmes du pays. Laissons donc passer les démonstrations populaires et s'assembler les *meetings.* Un État ne se laisse pas entraîner, au gré de sympathies ou d'antipathies, de rancunes ou d'aspirations, dans l'ouragan qui souffle à travers l'Europe et la bouleverse. Ce serait folie. Il se guide d'après la conscience de ses droits et de ses devoirs, il s'inspire de la connaissance de ses intérêts, et il agit, s'il y a lieu, dans la mesure de ses forces.

Qui sont, d'ailleurs, ceux aujourd'hui qui poussent le Pays à la guerre? Ce sont des jeunes qui ont l'inexpérience avec les élans généreux de leur âge; des impulsifs qu'excuse l'inconscience de leur état d'esprit; des mégalomanes qui, dans leur patriotisme exalté, s'exagèrent la puissance militaire et la résistance économique de l'Italie, et rêvent ambitieusement les plus dangereuses revendications; des sentimentaux qui se passionnent à l'idée qu'il y ait encore des terres italiennes *irredente*, mais n'en voient que d'un seul côté de nos frontières ; et aussi, je veux bien l'admettre, des gens de bonne foi et bien intentionnés, mais insuffisamment éclairés, peu réfléchis et, par surcroît, politiquement irresponsables ou d'une responsabilité atténuée.

Il sera d'autant moins difficile à nos hommes d'État de résister à ces entraînements, quelquefois factices, qu'il s'en produit dans les deux sens, et que la majorité du peuple italien, se rendant compte de notre situation extrêmement délicate, tient encore fermement à la neutralité.

Car, on ne saurait assez le redire puisqu'il y a des gens qui l'oublient : **notre situation internationale est extrêmement délicate.** Nous ne pouvons emboîter le pas de nos alliés d'hier, d'aujourd'hui peut-être encore ; mais nous pouvons moins encore, si aucun fait nouveau ne se produit, marcher contre eux. Parmi les éléments très divers qui agissent très contrairement sur nos délibérations, avec les sentiments, avec les intérêts, il y a le point d'honneur aussi. On ne change qu'à bon escient et pour des motifs d'une suprême gravité, attentivement pesés et examinés, une ligne politique adoptée sur de mûres considérations et suivie depuis trente et plus d'années ; et dans la vie d'une nation les considérations d'honneur ne doivent pas avoir moins de poids qu'elles n'en auraient dans celle d'un homme de bien. Faudrait-il pour un gain quelconque immédiat et peut-être précaire, perdre l'estime de nos

contemporains, nous faire mettre au pilori de l'histoire, déprécier la valeur de notre signature, rabaisser pour longtemps dans l'avenir, le taux de notre alliance? La neutralité s'impose donc; mais, comme on l'a dit, une neutralité vigilante et armée.

Nous ne savons ce qui sortira du cataclysme social auquel nous assistons, plus meurtrier et destructeur que ne l'a été aucune des convulsions cosmiques dont on ait souvenance. L'équilibre politique du monde en sera-t-il modifié de fond en comble? Ou bien, et cette hypothèse me paraît plus probable, retrouvera-t-il son ancienne assiette, de peu altérée? reviendra-t-il à un état statique analogue à celui que l'évolution historique, c'est-à-dire la lente et logique accommodation des choses avait constitué, au cours des siècles, avant ces tragiques évènements? Dans les deux cas, à un moment donné de lassitude ou d'épuisement des belligérants, notre honnête neutralité, qui n'est pas un inutile égoïsme, pourra aider à la conclusion de la paix et s'employer à rétablir et consolider l'équilibre des forces internationales sur le continent européen et dans le bassin de la Méditerranée.

Nous avons eu le devoir de la neutralité; nous le remplissons. Par la suite des évènements, d'autres devoirs peuvent succéder à celui-là. Nous les accomplirons. En attendant, " tenons les poudres sèches „, d'après la recommandation de Cromwell (1); et " toujours en vedette! „ selon le mot de Bismarck (2).

Veuillez agréer, Monsieur, les assurances de ma haute considération.

.... *(Italie)*, *30 novembre 1914.*

---

(1) " Put your trust in God, my boys, and keep your powder dry „.
(2) *Gedänken und Erinnerungen*, II, p. 259.

